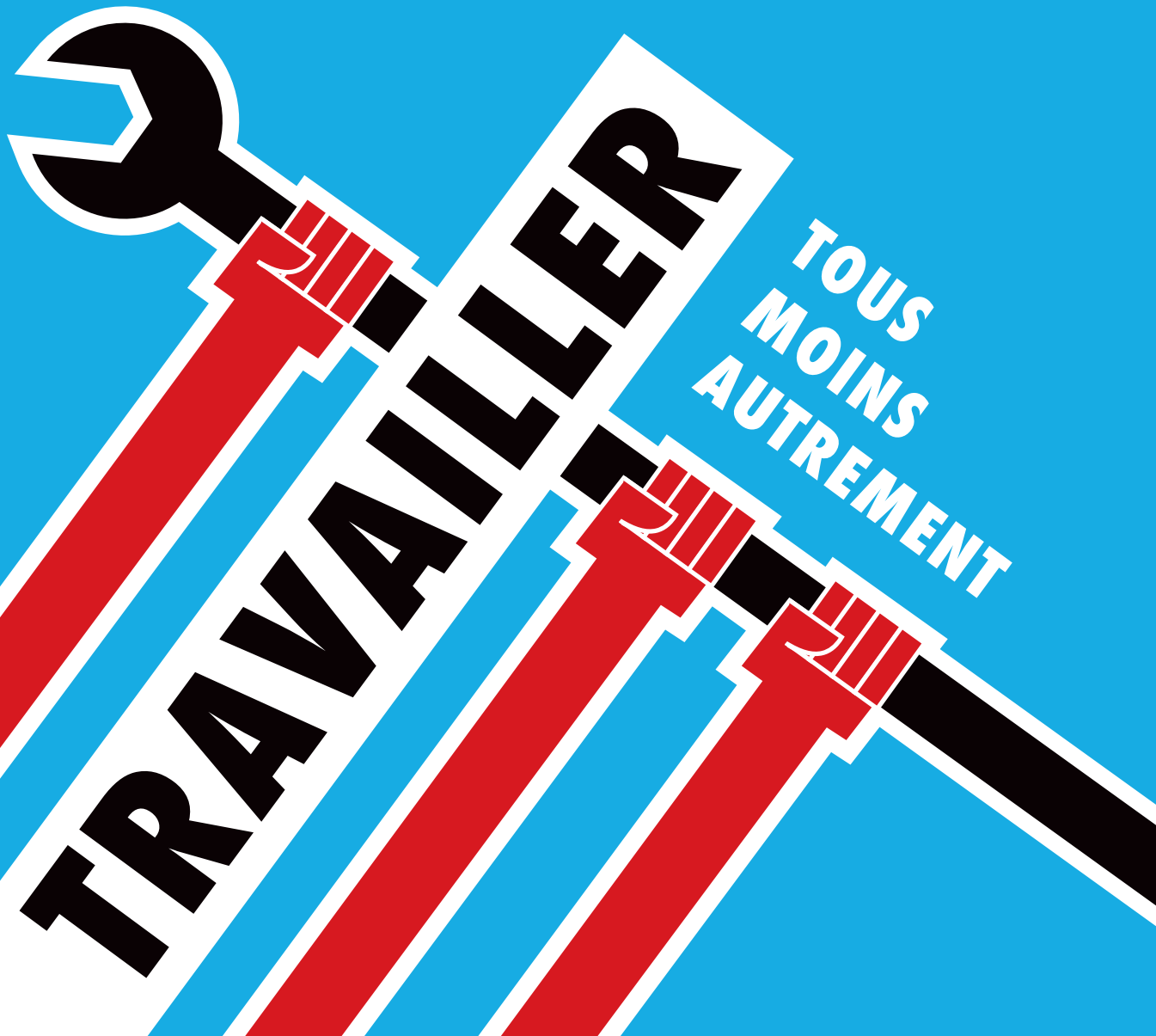


N°13 - MAI 2019 - 4€

PARTISAN

MAGAZINE



GILETS
JAUNES

5 QUESTIONS
SUR L'EUROPE

Publié par
l'OCML Voie Proletarienne



ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex



L'OCML Voie Proletarienne

Ce que nous sommes,

Communistes, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

Communistes, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

Communistes, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Pour mieux nous connaître : www.ocml-vp.org

Pour nous contacter : contact@ocml-vp.org

ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex



L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire, sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Proletarienne, association suivant la loi 1901 déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

URGENT : CREUSER LA QUESTION DE LA « VOIE À SUIVRE »

Il faut le reconnaître : même s'il y a certains points communs entre eux, les travailleurs en Algérie font mieux que les travailleurs en France ! Premier point commun : une goutte d'eau fait déborder le vase ; pour les uns une taxe sur le pétrole, pour les autres un cinquième mandat. Mais cette goutte d'eau n'est qu'une goutte d'eau. Très rapidement le contenu s'élargit : justice, système, démocratie... Car le « démagisme » n'est pas complètement naïf : Bouteflika n'est qu'une (piteuse) vitrine du pouvoir réel, « Macron démission » ne serait qu'un premier pas. Et alors, après ? Un RIC, référendum d'initiative citoyenne, c'est tout ?

En réalité, le contenu du vase est énorme. Mais pour le dire, on est obligés de sortir les gros mots. La justice sociale, mais c'est la suppression des classes ! Le système, c'est le capitalisme. La véritable démocratie, c'est le pouvoir des travailleurs, autrement dit la dictature du prolétariat... Et le vase lui-même est énorme. Il ne contient pas que l'Algérie et la France. Regardez Haïti, le Venezuela, et toute la planète. Pour intimider, la bourgeoisie algérienne dit : Regardez en Irak et en Syrie. On a parfois l'impression que la bourgeoisie nous ramène au XIXe siècle. Anarchie révoltante de l'économie, inégalités énormes, guerres, nature sacrifiée, planète menacée, conditions de travail invivables, répressions violentes des luttes... Mais dans le domaine de la conscience et de l'organisation ouvrières, on y est déjà, au XIXe. Le vieux Engels – il a 75 ans lorsqu'il écrit ça – raconte : « Luttés du prolétariat pour son émancipation... On pouvait compter les gens capables de comprendre, ne fût-ce que passablement, dans quelle direction il fallait chercher cette émancipation. Même à Paris, les masses prolétariennes elles-mêmes n'avaient encore, après la victoire [de février 1848], absolument aucune idée de la

voie à suivre. Et pourtant le mouvement était là, instinctif, spontané, impossible à étouffer ».

Le problème n'est pas que les travailleurs ne se mobilisent pas, le vrai problème, c'est celui de la « direction », de la « voie à suivre ».

Dans un premier temps, la petite-bourgeoisie domine au sein du peuple : c'est un deuxième point commun. Le chemin est ardu et périlleux entre février (1917) et octobre !

La petite-bourgeoisie chez les gilets jaunes, c'est l'évidence. Mais ce n'est pas beaucoup mieux dans les syndicats. Et c'est l'évidence dans la tête de la majorité des travailleurs, dans leur conscience politique. Comme le cadre de la lutte est d'abord national, il traîne facilement encore beaucoup de nationalisme. Comme l'ennemi n°1 est l'État, il y a encore beaucoup d'étatisme : on se contente de demander à l'État, version réformiste, ou on veut s'en emparer pour obtenir des améliorations, version réformiste radicale, ou simplement constitutionnelle.

Voilà pourquoi vomir la politique bourgeoise et réformiste est urgent... pour faire de la politique prolétarienne. C'est la seule manière de regrouper toutes les luttes, tous les secteurs de la classe travailleuse, de tous les pays.

Voilà pourquoi vous ne trouverez pas seulement dans ce magazine un article sur les gilets jaunes, le RIC, par exemple, mais surtout un dossier sur une question qui n'est pas celle des gilets jaunes, ni celle, qui enfle, du massacre de la nature : la question du travail et du temps libre. Parce que cette question oblige à donner des indications sur « la voie à suivre ».

Vous êtes d'accord sur l'importance de cette question de la « direction » ? Alors unissons-nous pour la faire vivre, parmi les prolétaires de tous les pays...

5 QUESTIONS SUR L'EUROPE



.....

**Manifestation
à Athènes contre
la réforme du droit
de grève imposée
par le FMI, 05/12/2017**

• **Crédit : Secours rouge**

I. D'OU VIENT L'UNION EUROPEENNE?!

1948. Après la seconde guerre mondiale, l'Europe est détruite et ruinée. D'abord sous administration militaire américaine, les pays de l'ouest (France, Allemagne de l'ouest, Italie, etc) retrouvent progressivement des gouvernements nationaux, parfois pacifiquement, parfois au terme d'une guerre civile contre les communistes comme en Grèce. Deux raisons poussent les Etats-Unis à accorder des milliards de dollars d'aide ²au pays européens. C'est le « plan Marshall ». Pour éviter une crise de surproduction d'abord, car les capacités de production des

.....

¹ Plus d'infos, lire l'article *D'où vient l'Union européenne* sur notre site.

² En fait, l'« aide » se compose de 20 % de prêts remboursables, le reste étant destiné à acheter des marchandises et moyens de production américains.

USA sont excédentaires, et les européens ont besoin de tout. Mais surtout politique, car les USA veulent restaurer l'économie et les capacités militaires des pays européens face à la menace de l'Union soviétique et à l'agitation intérieure de la classe ouvrière. Officiellement on parle plutôt de lutter « contre la famine, le désespoir et le chaos » (Georges Marshall, secrétaire d'État US). L'Organisation européenne de coopération économique (OECE) est créée pour organiser la répartition des milliards américains. Elle est dirigée par une administration de fonctionnaires américains complètement noyauté par la CIA et qui donnent directement des ordres aux ministères.

1951. La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) est créée. Elle regroupe la France, la RFA, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. C'est déjà un marché unique, la première coopération à l'initiative des bourgeoisies européennes pour soutenir leurs secteurs industriels clés dans la concurrence mondiale. Officiellement on parle plutôt de paix, pour rendre une nouvelle guerre « non seulement impensable mais matériellement impossible » (Robert Schumann, ministre français des affaires étrangères).

1957. La Communauté économique européenne (CEE) est créée. C'est essentiellement une union douanière. On oublie souvent qu'en même temps se crée la Communauté européenne de l'énergie atomique. L'objectif est réduire la dépendance énergétique. Car elle s'aggrave avec la perte progressive des empires coloniaux et du revers des impérialistes franco-anglais dans leur guerre pour le contrôle du canal de Suez face au gouvernement nationaliste bourgeois égyptien de Gamal Abdel Nasser. Encore une fois, on parle de pacifisme et de progrès : « Assurer par une action commune le progrès économique et social en éliminant les barrières qui divisent l'Europe » (préambule du Traité de Rome).

En 1993 est créée l'Union européenne que l'on connaît, suite au Traité de Maastricht. La création de l'euro en 2001 vient créer une zone monétaire. Au départ de la CEE, il y avait les mêmes pays que dans la CECA, puis d'autres s'ajoutent. En 1972 : Royaume-Uni, Irlande, Danemark. Dans les années 80 avec la fin des dictatures : le Portugal, l'Espagne et la Grèce. Depuis la chute de l'Union soviétique et l'élargissement aux pays baltes et de l'est, l'UE compte 28 pays. Mais 19 dans la zone Euro.

2. L'EUROPE C'EST QUOI ?

Depuis le début, l'Union européenne c'est la coalition du capital européen pour peser dans la concurrence capitaliste mondiale. D'abord organisée en soutien aux grands secteurs clés de l'économie capitalistes de l'après-guerre (charbon, acier, énergie nucléaire), elle est aujourd'hui une puissance financière, monétaire et commerciale. Depuis les années 90 s'affirme à fond une orientation vers la compétition internationale, avec la création de l'Euro, du marché commun. Chaque étape de la construction européenne est une étape

supplémentaire dans la construction d'un bloc agressif face à ses concurrents impérialistes, d'abord américain et soviétique, et maintenant chinois, indien, etc.

Cette Europe est une Europe impérialiste sous la domination de l'Allemagne, de la France, de la Grande Bretagne. Des pays comme la Grèce ou d'autres se sont endettés auprès de leurs banques pour acheter du matériel et des armes allemands ou français³. Pour sauver leurs banques de la faillite, les pays qui dominent l'Europe imposent aux autres pays européens endettés les plans d'austérité les plus violents, qui jettent les travailleurs dans le chômage et la misère. Ces pays dominants manœuvrent pour gagner influence et marchés en Afrique, dans le Moyen Orient, en Ukraine, contre leurs concurrents impérialistes russes, ou chinois. Cette Europe impérialiste intervient militairement, sous prétexte de soutenir les peuples opprimés, mais en fait pour faire valoir ses intérêts. Mais elle soutient sans faillir Israël qui écrase le peuple palestinien. La France prête à la Pologne des avions de combat Rafales, pour intimider la Russie, alimentant les risques de guerre. Elle intervient au Mali, en Centrafrique.

C'est aussi une Europe de combat contre la classe ouvrière. Chaque étape récente de l'unification européenne s'est accompagnée de mesures anti-ouvrières (harmonisation à la baisse du droit du travail, système du travail détaché, etc). Cette Europe, dont le gouvernement nous vante le caractère positif et progressiste, est celle qui organise la concurrence entre les travailleurs européens. Elle est celle de l'attaque de tous les droits sociaux acquis par nos luttes au nom des vertus du marché, de la « responsabilité », et de la baisse du coût du travail, pour défendre la compétitivité de la France dont dépendraient nos emplois futurs. L'élargissement de l'Union est loin de représenter un pas supplémentaire vers l'idéal d'une Europe prospère. Pour les travailleurs des pays de l'Est, c'est surtout « l'opportunité » d'aller trimmer sur les chantiers et sur les routes. Pour les entreprises allemande, française, c'est plus de débouchés pour leurs marchandises et pour investir dans ces pays où existe déjà une classe ouvrière qualifiée mais peu chère.

Prétendre que cette Europe abolit les frontières est mensonger : la bourgeoisie abolit les frontières pour les marchandises et les capitaux, elle les maintient pour les hommes et les femmes. Elle fait la chasse aux travailleurs qui fuient la misère, les guerres en Afrique ou ailleurs. Pour échapper à Frontex, les immigrants risquent la mort par noyade en mer ou de soif dans le désert. L'Europe préserve les spécificités nationales des pays qui la compose et entretient les chauvinismes locaux pour maintenir des barrières entre les travailleurs à l'intérieur de l'Europe, même lorsqu'elles n'existent plus aux frontières.

.....

³ Ne nous y trompons pas, tous les membres de l'UE ne sont pas impérialistes au même titre (La Grèce n'est pas la France) mais tous profitent de la domination économique et politique sur les pays dominés, d'une place privilégiée dans la division internationale du travail. On peut donc parler d'un bloc impérialiste européen.

Même la préservation de la paix en Europe, grande thème de la propagande bourgeoise, s'est révélé être une mascarade. D'abord, les guerres d'agression impérialistes de ses membres (surtout la France) ont continué. Et l'Europe a été au mieux impuissante, voir complice (France et Allemagne) face au génocide et aux atrocités des guerres des Balkans, en plein cœur du continent!

3. UNE AUTRE EUROPE, C'EST POSSIBLE?

Depuis les années 80, tous les réformistes de gauche nous promettent une autre Europe, Une autre Europe est-elle possible en dehors de l'Europe libérale, de l'Europe de la finance? Une Europe sociale, protectrice des droits et des travailleurs, ouverte aux migrants? Aujourd'hui les illusions sur une autre Europe, plus sociale, en ont pris un coup. Surtout après les violentes politiques d'austérité appliquées en Grèce et le Brexit. Récemment, plusieurs pays ont élu des gouvernements d'extrême-droite qui mènent une politique anti-ouvrière violente, comme en Hongrie, et maintenant en Italie. Dans l'Europe ou hors de l'Europe, dans un contexte de crise, la concurrence capitaliste (la guerre économique) impose aux capitalistes et à leurs Etats de baisser les coûts salariaux, de sacrifier les droits acquis, de s'attaquer aux travailleurs... L'Europe c'est aussi 120 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté! Plus à la mode, on nous promet une Europe « écolo ». Mais c'est une grosse arnaque. Prenons un exemple. Le marché du carbone a été créé pour soi-disant réduire les émissions de CO² de l'industrie. Au final, l'attribution généreuse de quotas aux entreprises et un mécanisme

4

.....
**Manifestation en Hongrie
contre la loi esclavagiste,
qui permet d'exiger 400 heures
supplémentaires aux salarié·e·s.**

de compensation honteux leur ont permis non seulement de continuer à polluer ici, mais à gagner du fric et à subventionner des implantations d'usine encore plus polluantes dans les pays dominés ou émergents. Prenons un autre exemple. Les réformistes parlent d'adopter une agriculture plus écolo mais ils soutiennent en même temps la Politique Agricole Commune (PAC) au nom de la défense de l'agriculture française. Alors que la PAC subventionne grassement une agro-industrie qui nous fait bouffer de la merde, détruit l'environnement et notre santé, et ruine la paysannerie des pays dominés en inondant leurs marchés de produits européens à bas prix. En Europe comme ailleurs, des transformations révolutionnaires sont nécessaires pour s'attaquer à la crise climatique, mais elles butent contre la défense des intérêts capitalistes dans la concurrence mondiale. L'Europe « ouverte », elle, s'arrête en général à la couleur de peau, à la défense de la main d'œuvre nationale et européenne. On veut bien des migrants, mais s'ils ont une qualification utile dans un domaine où il y a pénurie. Comme le disent timidement les syndicats⁴, « Nous récusons l'idée d'une Europe forteresse » Une façon de dénoncer la répression atroce dont font face les migrants mais sans pour autant appeler à ouvrir les frontières. Au passage l'Europe forteresse ce n'est pas une « idée », mais une réalité qui tue tous les jours.

4. FAUT-IL SORTIR DE L'UNION EUROPÉENNE?

Qu'une autre Europe soit un mirage, beaucoup de travailleurs le voient aussi. Alors pourquoi ne pas en sortir? C'est une question de plus en plus débattue depuis le Brexit. Certains partis le proposent, à droite comme à gauche.

.....
⁴ L'Europe que nous voulons, déclaration commune des organisations syndicales allemandes et française, dont la CGT (15/12/18).



À droite, c'est la version la plus réactionnaire, celle du FN, d'une partie des Républicains et des groupes fascistes. Il demandent la sortie de l'UE pour redevenir « maîtres chez nous » et ne plus dépendre des « diktats » de la Commission européenne. Leur point commun c'est la défense agressive du capitalisme français dans la concurrence européenne et mondiale, au nom du patriotisme français. Mais en même temps tous ces partis profitent à fond du système, le FN gagne de l'argent avec des emplois fictifs d'assistants au Parlement européen, et en profite pour tisser des liens avec tous les fascistes d'Europe.

A gauche, c'est la version réformiste et ses nombreuses nuances. La sortie de l'UE, ou au minimum la renégociation des traités européens (La France Insoumise). Le point commun c'est une dose de chauvinisme « Prendre des mesures immédiates et unilatérales de sauvegarde des intérêts de la Nation », et une dose de démocratisation petit-bourgeoise « Proposer une refondation démocratique, sociale et écologique des Traités européens »⁵. Encore une fois, défense du capitalisme français et réformes démocratiques mais sans s'attaquer au pouvoir de la bourgeoisie. Voir aussi la tendance complotiste du FRexit de l'UPR de François Asselineau, qui gagne une certaine influence.

Ceux qui, de gauche ou de droite, font de l'Europe la cause des attaques contre les travailleurs, orientent notre colère contre les pantins du capital, mais non contre lui. Ils nourrissent le repli national et le chauvinisme qui nous divisent. Ils nous entretiennent dans l'illusion que, si l'on revenait à la France de l'après guerre, tout irait mieux.

La « gauche » qui se veut « patriotique », compte sur les frontières et le renforcement de l'Etat pour soi-disant sauver nos intérêts de travailleurs. En fait cette « gauche » divise notre classe qui est multinationale en France, et a les mêmes intérêts que les autres travailleurs du monde. Elle dénonce le manque de démocratie en Europe et le poids des lobby à Bruxelles. Mais le parlementarisme national est-il vraiment plus démocratique ? Si c'était le cas, cela voudrait dire que jamais les députés au parlement français n'ont trahi les promesses faites pour être élus ! Cela voudrait-il dire que l'Etat ne serait pas au service du capitalisme français, de ses intérêts en France contre les travailleurs, dans le monde contre les peuples dominés et ses concurrents impérialistes !

La force de notre classe, ce n'est pas la force de l'Etat français contre ses concurrents impérialistes, c'est la solidarité entre tous les exploités et notre organisation par delà les frontières. C'est la lutte commune de tous les exploités, pour en finir avec l'exploitation et la domination capitaliste et impérialiste, qu'elle soit française, européenne, américaine... C'est la lutte commune

.....
 5 *L'avenir en commun*, programme de la France Insoumise aux élections présidentielles (2017).

pour briser la concurrence entre nous activée par nos exploités. C'est la lutte commune pour construire, ensemble, une société libérée de l'exploitation, parce que dirigée et organisée par les travailleurs associés. Alors quitter l'Union européenne ou y rester, c'est du pareil au même⁶. Nous disons : ce n'est pas de l'Europe qu'il faut sortir, mais du capitalisme !

5. QUELLE EUROPE NOUS VOULONS ?

À peine posée, cette question est déjà dépassée. Dès aujourd'hui, notre solidarité ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe ! Notre solidarité active (propagande, manifestations, rencontres) va aux peuples africains en lutte contre l'impérialisme français et aux peuples des colonies françaises. Nous exprimons régulièrement notre soutien aux luttes des ouvriers des multinationales françaises, comme Latélec Fouchana (Tunisie), ou Renault Bursa (Turquie). Nous tissons des liens de solidarité avec le peuple palestinien, avec les révolutionnaires de Turquie et du Kurdistan, avec les communistes Philippins et des militants africains.

Et pour demain, quand les prolétaires seront assez forts pour prendre le pouvoir à la bourgeoisie ? Une France socialiste aurait un intérêt vital à abandonner rapidement sa souveraineté et à la remettre en les mains d'une organisation européenne et mondiale des prolétaires. Car plus la souveraineté est collective, plus elle est réelle. L'indépendance de la France n'est pas notre combat, nous sommes pour l'éclatement de l'Europe impérialiste mais pour la remplacer par le pouvoir des ouvriers à l'échelle européenne et mondiale.

CONCLUSIONS

En Mai prochain il y aura les élections européennes... Parce qu'on ne peut pas imaginer transformer l'Europe impérialiste, la position des communistes et de ne pas participer à aux élections européennes. Même en étant très naïf on peut se demander quel est l'intérêt de voter pour les membres d'un Parlement qui ne décide de rien ou presque. On est perplexe quand on voit le NPA et LO dépenser tant d'énergie dans cette galère. Mais quand un contenu concret est proposé au vote, il est juste de s'y opposer. C'était le cas lors du référendum de 2005 sur la constitution européenne, auquel VP avait appelé à voter NON⁷. Les travailleurs ont eu raison de rejeter la construction de cette Europe qui n'est qu'un instrument du capital pour nous exploiter à une échelle toujours plus large.

.....
 6 À lire sur notre site : *Quitter l'Union européenne ou y rester, pour les prolétaires c'est du pareil au même*.
 7 À lire sur notre site : *Pourquoi nous appelons à voter NON au référendum (2005), NON à l'Europe du capital (2005)*

GILETS JAUNES NOTRE GRAND DÉBAT À NOUS



6

.....
**Gilets jaunes
communistes
à Toulouse.**

Cet article fut d'abord le compte-rendu d'une réunion organisée à la mi-janvier. L'invitation interrogeait : « Les Gilets Jaunes, c'est quoi? c'est qui? Les revendications (RIC, etc), on en pense quoi? Comment construire la riposte populaire en mettant en avant nos intérêts de classe? » Une réunion en deux parties. Premièrement, l'expérience de chacun, les infos que nous avons jugées intéressantes, les questions qui se posent. Deuxièmement, les orientations politiques et pratiques, que faire, « comment construire? ».

UN MOUVEMENT RURAL, SOCIAL, PARTIEL, INTERCLASSISTE

Rural. Dès le départ, le 17 novembre, le mouvement est impressionnant. Plusieurs dizaines, parfois centaines, de manifestants dans des petites villes ou des bourgs, partout dans le pays. Un mouvement « péri-urbain ». Et une solidarité qui se crée entre travailleurs encore isolés la veille.

Les retraités, chômeurs, les femmes sont les piliers des ronds-points. Ceux qui travaillent, les jeunes surtout, montent à Paris ou à la ville le samedi. Paris, c'est là que ça se joue, même si ce n'est pas donné à tout le monde de pouvoir y « monter » ; c'est le lieu du pouvoir et de la richesse. Rapidement, des renforts syndicaux et associatifs viendront en renfort : des équipes CGT et SUD, des cheminots parisiens, le comité Adama, Femmes en Lutte 93, les gilets customisés faucille et marteau de VP...

Social. Il apparaît rapidement que la taxe sur les carburants n'est que la goutte de pétrole qui a fait déborder le vase. La liste des revendications s'allonge, s'élargit à la justice fiscale en général, et surtout à la justice sociale, qui devient l'axe central. Mais les revendications, à l'image du mouvement, resteront foisonnantes, souvent prolétariennes, parfois anti-prolétariennes : « Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine... » : 20^e des « 42 propositions aux députés » remises dès la fin novembre. La « Charte officielle » en 25 propositions, qui réclame la sortie de l'Europe et l'arrêt de l'immigration, se déclare d'autant plus « officielle » qu'elle n'a rien d'officiel dans le mouvement, et qu'elle a au contraire des origines pourries.

Partiel. Les Gilets Jaunes bénéficient d'un large soutien, tant la situation de tous les travailleurs est de plus en plus précaire, le gouvernement de plus en plus ouvertement capitaliste, et le mépris du Président de plus en plus insupportable. Nous sommes donc dans la lignée de la « grève par procuration » de 1995, les cheminots bénéficiant alors de sondages largement favorables, et dans celle de la tactique des blocages, en vigueur lors du mouvement contre la réforme des retraites en 2010. Or blocages, manifestations et soutiens ne font pas grève générale, ne font pas blocage national de l'économie.

Interclassiste. Qu'il y ait plusieurs classes au sein du peuple n'est pas fait pour nous étonner. Que les médias se focalisent sur des dérapages racistes ou homophobes est de bonne guerre – de classe ! Mais le mouvement, dominé inévitablement au début par la petite bourgeoisie et par son idéologie, ne se résume pas au poujadisme de la vieille petite-bourgeoisie, artisans, commerçants et paysans, ni, et encore moins, au fascisme soft du Rassemblement National. Le rural est de plus en plus « rurbain » et « péri-urbain ». Et les « classes moyennes » (de quelles classes s'agit-il ?), sont de plus en plus précarisées et prolétarisées.

Benoît Coquard, qui était sur un barrage en zone rurale le 17 novembre, a interrogé 80 personnes sur leur profession : « à 9 exceptions près (professions intermédiaires du privé, artisans, agriculteurs), celles et ceux que j'ai rencontrés appartiennent sans surprise aux classes populaires. Typiquement, il s'agissait de femmes employées et d'hommes ouvriers » (Temps Critiques, supp. au n° 19, décembre 2018, note 20).

Clairement, les questions du mouvement étaient celles d'une révolte populaire : quelles revendications ? Quel débouché politique ? Quelle structuration, quelle organisation de la démocratie ? Le vrai « grand débat » est là.

LES CONTRADICTIONS AU SEIN DU PEUPLE

Ce mouvement est donc à la fois objectivement et consciemment révolutionnaire, et subjectivement d'abord bourgeois-petit-bourgeois. En refusant toute intervention politique, c'est-à-dire toute récupération politicienne électoraliste, il pose toutes les questions politiques d'un mouvement révolutionnaire. En déployant, en partie seulement il est vrai, sa stature de géant prolétarien, il jette une lumière crue sur le pouvoir en place, la violence de ses flics, et celle de son mépris de classe. Il éclaire aussi la nature des directions syndicales, et les limites des organisations dites d'extrême-gauche.

« Révolutionnaire », vraiment ? Oui, consciemment. Mais la référence n'est pas 1871 ou 1917, c'est 1789, la seule révolution qui soit présentée comme positive et légitime par la pensée unique – sans oublier toutefois de regretter les violences. D'où les drapeaux tricolores sur les ronds-points, l'utilisation du mot « peuple », les « Nous sommes citoyens », l'initiative des cahiers de doléances auprès des maires. « Nous allons finir 1789 », déclarait un leader d'un département du Sud. Sous-entendu : pour aller plus loin. « Pour une révolution, il faut quatre ans », affirme un délégué de Sète à Commercy (Le Monde, 29 janvier).

Oui, plus qu'un catalogue de revendications diverses, c'est une révolte globale, contre toute une politique et toute une société. Serge Halimi le notait justement et citait Simone Weil, la philosophe « établie », au sujet de 1936 : « Il s'agit de bien autre chose que telle ou telle revendication particulière, si importante soit-elle. (...) Il s'agit, après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années, d'oser se redresser, se tenir debout. Prendre la parole à son tour. » (Le Monde diplo, janvier 2019).

« Depuis 40 ans », répètent les Gilets Jaunes, faisant remonter l'évidence du problème à la fin des années 1970, la fin des Trente Glorieuses et le début du chômage de masse, le commencement de la fin de la grande illusion d'une voie de Gauche, bref l'évidence d'une crise économique et d'une crise politique.

Subjectivement encore bourgeois. « Peuple », « citoyens », drapeaux tricolores et 1789 sont peut-être inévitables au début. « Le débutant, écrivait Marx, qui apprend une nouvelle langue la retraduit toujours dans sa langue maternelle, mais il ne réussit à s'assimiler l'esprit de cette nouvelle langue et à s'en servir librement que quand il arrive à la manière sans se rappeler la langue maternelle, et qu'il parvient à oublier complètement cette dernière » (Le 18 Brumaire, p. 16). Dans quatre ans, espérons-le, nous aurons fait de grands progrès pour parler tous de justice fiscale, justice sociale et société solidaire. Dans l'immédiat, remarquons que « peuple » et drapeau tricolore sont communs au Rassemblement National et à la France Insoumise, comme à tous les partis bourgeois, et qu'en conséquence tous les espoirs de récupération électorale leur sont permis, même s'ils agissent avec prudence, bien conscients que les élections bourgeoises ne sont pas le terrain favori des Gilets Jaunes.

Toutes les questions politiques. En refusant toute récupération politicienne, le mouvement rebat toutes les grandes questions politiques : respect de la légalité ou pas, utilisation de la violence défensive ou pas, rôle de la police et de l'armée, et des médias (le hard et le soft de l'appareil d'Etat), désignation de porte-parole ou de délégués comment, et quel processus de structuration nationale, etc.

Limites de « l'extrême-gauche ». Une minorité, peu nombreuse et peu connue, des organisations dites révolutionnaires a rejeté en bloc les Gilets Jaunes. Elle a le mérite de l'esprit critique, mais le tort de l'erreur politique. Citons MC, Mouvement Communiste : les Gilets Jaunes? « Un frein et un ennemi politique de plus » (Bulletin n° 16, 8 décembre). Et DNDF, Des nouvelles du front, au début du mouvement : « C'est jaune, c'est moche et ça peut vous pourrir la vie » (17/11/18). Ces militants rejoignent en partie le désarroi et le mépris des bureaucrates syndicaux. DNDF conclut d'ailleurs ainsi son texte : « Même si l'action et le rôle des syndicats est évidemment critiquable et dépassable, s'attaquer aux modes d'action habituels des mouvements sociaux, les taxer d'inutilité et regarder avec bienveillance la naissance d'un mouvement qui a pour ambition de jeter aux oubliettes la lutte des classes, ce n'est décidément pas se placer du côté des problèmes ni adopter une perspective révolutionnaire ou émancipatrice ».

Une minorité rejetée en bloc, mais que fait la majorité? Elle approuve, en ajoutant son mot d'ordre éternel : la grève générale. Etendre le mouvement, comme si tout mouvement était bon en soi, comme si la seule exigence était de bouger – vous avez reconnu le spontanéisme. Cette majorité a cependant les mêmes critiques sous-jacentes que la minorité : le véritable ennemi, ce sont les patrons, et non d'abord l'Etat (mais pas la bourgeoisie dans son ensemble); la

vraie lutte, c'est la grève, et non le blocage (mais pas la prise du pouvoir). Vous avez reconnu cette fois le NPA, LO, et beaucoup d'autres militants combattifs et/ou révolutionnaires.

Un militant VP présent à notre réunion affirme que les Gilets Jaunes sont supérieurs aux grévistes de 68 sur deux points : ils ne sont pas restés enfermés dans leurs usines ou autres lieux de travail ou de chômage, avec interdiction de fréquenter des éléments dangereux tels que les étudiants; et ils ne sont pas restés soumis à des directions syndicales réformistes qui ont contribué à noyer leur mouvement dans le marais électoral.

De plus, 50 ans après, la société a évolué; les grands bastions ouvriers ont été démantelés, délocalisés; la précarité et le chômage se sont généralisés; les achats de Noël et le tourisme, les transports routiers et la logistique pèsent maintenant lourd dans la machine économique.

ALORS, COMMENT CONSTRUIRE?

Garder en tête la distinction entre syndicat et parti politique, au sens d'organisation de masse et organisation d'avant-garde. Se soucier de l'ensemble du prolétariat. Et savoir travailler à l'unité.

Organisation de masse. La proposition faite à notre réunion est de mettre en avant deux ou trois revendications principales : Le pouvoir d'achat, salaires, pensions et allocations. La baisse des loyers. L'égalité hommes-femmes, français-immigrés, avec ou sans papiers. De quoi mettre quelques priorités sur la table, face aux petits patrons, petits propriétaires bailleurs, ou petits blancs machos.

La proposition est faite d'ouvrier les Bourses du Travail aux Gilets Jaunes. Mais l'attitude « out » des directions syndicales est un mystère pour plusieurs camarades. L'étendue de leur réformisme et de leur modération est une révélation que l'on doit aux Gilets Jaunes. Beaucoup d'entre eux ont appris que les manifestations, par exemple, étaient habituellement co-organisées avec le gouvernement représenté par le Préfet.

Organisation d'avant-garde. Pas de politique, mais « Macron démission » et RIC, référendum d'initiative citoyenne. Il est facile de faire remarquer que le premier slogan n'est qu'un début. Et que le second, le RIC, est parsemé de pièges-à-cons. Le rôle des communistes est de voir plus loin, et plus large. Une révolte, aussi générale soit-elle, n'a de solution définitivement positive que dans une révolution. Et une révolution, ça se prépare. Seule une minorité est prête à en faire son loisir préféré. En période de mobilisation cependant, la minorité peut progresser très vite.

Se soucier de l'ensemble. Voir plus large, à partir d'un rond-point, d'une place, d'un terrain privé, c'est aller vers les lieux de production, vers les quartiers populaires des grandes villes, regarder ce qui se passe en Belgique, à la Réunion.

Des camarades présents expriment combien il est difficile pour des racisés, pour des éloignés du centre de Paris, de venir participer aux manif du samedi comme l'ont fait les militants de VP. Difficultés des transports en commun, d'abord ; RER carrément absent, par exemple. Impossible de rejoindre la manif quand on est bloqués par les flics. Difficile de venir avec des collègues quand la télé ne montre que la violence. Mais le plus lourd, c'est la distance ressentie avec une idéologie franco-française ambiante, des groupes d'extrême-droite avec drapeaux bleu blanc rouge dès le matin.

Dans un lycée, le clivage est net : les ATOSS sympathisent tous avec les Gilets Jaunes, les profs sont réticents. Au rassemblement des Gilets Jaunes de Pantin, sont présent majoritairement des militants, plus des retraités et des femmes, surtout des femmes retraitées.

La question de l'organisation. Pourquoi les Gilets Jaunes ont tant de mal à se structurer, à se donner des porte-parole ? Parce qu'ils sont divisés et qu'ils en ont conscience. L'unité ne peut se faire que sur un objectif commun. Ce sera pour le pouvoir d'achat ou contre les « charges sociales ». Pour une France puissante et fière de son identité, ou pour une classe ouvrière unie. Pour un Etat fort, avec Marine

Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon, ou pour un pouvoir des ouvriers et une démocratie des travailleurs. Notre rôle est le même que partout et toujours, dans toute lutte : organiser la gauche, rallier le centre, et neutraliser la droite, selon l'expression de Mao.

Un outil nous est donné par les femmes, nombreuses dans ce mouvement, et c'est une de ses grandes qualités. Cet outil, ce sont les initiatives non mixtes. Loin de diviser le mouvement, elles renforcent une de ses composantes, une de ses sensibilités, et au final renforce le mouvement dans son ensemble. Si des initiatives à part des travailleurs non-chefs et non-patrons sont utiles, pourquoi pas. Et des assemblées non-mixtes de racisés, immigrés et/ou discriminés : bien sûr.

Cet article est dépassé ! Il a été écrit avant l'assemblée des assemblées de Commercy. L'Appel du 27 janvier montre à quel point les Gilets Jaunes progressent dans le bon sens. Le centre penche vers la gauche ! Le problème de la justice sociale, de la fin des inégalités – de la suppression des classes en fait – est clairement, concrètement posé. Le Gilet Jaune de Sète a raison : ce ne sera pas résolu en quelques semaines.

Le 28 janvier 2019.



QUELQUES REPÈRES

17 NOVEMBRE

700 rassemblements, 300 000 personnes,
en majorité sur les ronds-points des petites villes.

24 NOVEMBRE

Esplanade du Champ de Mars autorisée, violences sur les Champs Élysées.
Profil des comparutions immédiates : jeunes travailleurs des régions.

28 NOVEMBRE

La ministre des Outre-mer à la Réunion.

1^{ER} DÉCEMBRE

Les GJ sur les Champs Élysées, dans l'Arc de Triomphe,
avenue de la Grande Armée. La CGT appelle... à République.

6 DÉCEMBRE

Lycéens de Mantes-la-Jolie.
Les 7 directions syndicales, dont la CGT, se réunissent
et dénoncent « toutes formes de violence dans l'expression des revendications »!

7 DÉCEMBRE

Le mouvement lycéen s'étend rapidement,
et est violemment réprimé.

8 DÉCEMBRE

Filtrages, blindés, et équipes mobiles de flics.
1723 personnes arrêtées, 1220 placées en garde à vue.

10 DÉCEMBRE

Après le bâton, la carotte. Discours de Macron :
« 100 euros net... sans charge supplémentaire pour les entreprises », etc.

15 DÉCEMBRE

« Reflux, reflux »! Succès de la revendication du RIC.

22 DÉCEMBRE

Annoncé à Versailles, un rassemblement parisien est délocalisé
à la dernière minute sur la Butte Montmartre!

29 DÉCEMBRE

« Reflux, reflux », entre Noël et le Jour de l'An!

5 JANVIER

Une porte de ministère défoncée.
Des coups de poing d'un pro à Paris, des coups de poing d'un gradé à Toulon.
Un total officiel, depuis novembre, de 2700 blessés, dont de graves mutilations,
une dizaine de morts, plus un en Belgique.
L'évènement : des défilés non mixtes de femmes Gilets Jaunes dans plusieurs régions.

12 JANVIER

« Mobilisation en hausse, violences en baisse ».

13 JANVIER

Lettre de Macron, lancement du « grand débat ».

19 JANVIER

Acte 10. Le nombre de manifestants à Toulouse dépasse celui de Paris.

26 JANVIER

« Assemblée des assemblées » près de Commercy (Meuse);
Appel (à lire absolument!).



HOMMAGE À L'INTERNATIONALISTE TEKOŞER PILING (LORENZO ORSETTI)

Lundi 18 mars, le combattant anarchiste Tekoşer Piling (Lorenzo Orsetti) est tombé martyr face à Daesh à Baghouz près de Deir Ezzor en Syrie.

Armé d'une solide conscience internationaliste, il rejoint les rangs de la résistance antifasciste au Rojava en septembre 2017. Loin de tout sectarisme, il combat dans les rangs de la TIKKO, branche armée du

TKP/ML, dans de nombreuses opérations notamment durant la bataille d'Afrin. Il est tombé aujourd'hui en tant que membre de l'unité Tekoşîna Anarşîst.

L'OCML VP a perdu un camarade avec lequel nous avons plaisir d'échanger sur la situation au Rojava et sur la nécessité de développer en Europe une solidarité révolutionnaire conséquente.

**DE BARBARA KISTLER À NUBAR OZANYAN, DE KENDAL BREIZH À TEKOSHER PILING :
LEUR COMBAT VIT DANS NOS LUTTES !**

OCML Voie Proletarienne, le 19 mars 2019



1. « Salut rouge à l'OCML-VP », tag réalisé en avril 2018 (Lorenzo « Tekoşer » Orsetti est à droite).

2. Newroz (nouvel an kurde) à Toulouse, 23/03/2019.

3. Hommage de l'OCML-VP et du TKP/ML TIKKO lors de Newroz.

TRAVAILLER TOUS, MOINS, AUTREMENT	14
IL Y A 100 ANS, LA LOI DES 8 HEURES	21
LE TRAVAIL DANS LA SANTÉ DÉTRUIT	25
PARTAGER LE TRAVAIL, C'EST TRAVAILLER AUTREMENT	28
DANS UNE USINE CHINOISE EN 1974	31
DU TEMPS LIBRE POUR QUOI FAIRE?	34
CE QUE DISAIT NOTRE ENQUÊTE	38



TRAVAILLER

**TOUS
MOINS
AUTREMENT**

POUR ÉCLAIRER LA LECTURE DE L'ARTICLE

« TRAVAILLER TOUS, MOINS, AUTREMENT »

Nous reproduisons ci-après un article (en version allégée) de notre ancienne revue *La Cause du Communisme* N°5, qui date de février 1982, presque 40 ans, l'âge de VP.

Il faut resituer ce texte dans l'époque. 1982, c'est la fois le développement de la crise capitaliste dans tous les domaines et – par voie de conséquence quelque part, l'arrivée des réformistes PS-PC au gouvernement en mai 1981. Car c'est en période de crise qu'on a besoin d'eux pour museler la colère sociale.

Dès le milieu des années 70, dans le textile, le BTP, la sidérurgie, le capitalisme commence à restructurer brutalement, en conséquence de la crise de compétitivité et de concurrence, après les années fastes de la reconstruction et de l'expansion de l'après-guerre. Les entreprises ferment, le chômage explose (3,4% en 1974, 8,3% en 1982) avec tous les risques d'explosion sociale comme dans la sidérurgie en 1979.

La bourgeoisie est inquiète, non seulement pour ses profits et sa compétitivité dans la guerre économique qui commence à se mondialiser, mais aussi pour la paix sociale, indispensable justement pour restructurer.

Alors elle réfléchit, et la réduction du temps de travail apparaît sur le devant de la scène. En avril 1980 (donc encore sous Giscard) un rapport – dit rapport Giraudet – paraît qui recommande à la fois l'annualisation du temps de travail (la fameuse flexibilité envisagée dès 1978) et sa réduction, avec en perspective la limitation de la hausse du chômage à un seuil « raisonnable ».

Quand les réformistes arrivent au gouvernement en mai 1981, ils attrapent la balle au bond et c'est le passage de 40 à 39h par ordonnance en décembre 1981, mais nombreuses contreparties à la clé, en matière de précarité, de flexibilité et de pertes d'avantages acquis. Le tableau sera complété par la loi Aubry sur les 35h de 1998, le patronat lui-même reconnaîtra que les contreparties auront permis de récupérer la productivité en à peine 18 mois, et de gagner encore plus par la suite.

Voilà le contexte.

Dès la création de Pour le Parti en 1976, puis de l'OCML Voie Prolétarienne en 1979, la priorité que nous donnions au travail ouvrier nous a rendu attentifs à cette question du temps de travail. Immédiatement nous avons compris tous les enjeux des propositions bourgeoises (réformistes ou non) et nous nous y sommes opposés. En mai 1978, un article de notre journal Pour le Parti alertait sur les enjeux de la lutte pour la diminution du temps de travail et la revendication des 35h portée par les réformistes déjà à l'époque. Durant l'été 1980, le même journal analysait le rapport Giraudet comme « la réduction du temps de travail à la carte pour la bourgeoisie ».

C'était le début d'un travail systématique de l'organisation sur la question, entre fin 1980 et 1982, qui débouchera sur une campagne politique organisée.

L'article de la revue que nous rééditons ci-dessous est la théorisation à la fois de cette expérience directe vécue sur le terrain, et du retour aux fondamentaux du marxisme qu'est la lecture du *Capital* de Karl Marx. Il paraît début 1982, et ce n'est bien sûr par un hasard dans le contexte que nous avons décrit

C'est un des textes « fondateurs » de VP au sens où il va marquer profondément notre compréhension de ce qu'est la nature véritable du capitalisme. A savoir que ce que cherche le capital, ce n'est pas le profit en tant que tel, mais la rentabilité la plus élevée, le taux de profit. Et que donc la question de l'intensité du travail, de la productivité et de tous les maux associés (travail posté, précarité, pénibilité) sont au cœur de l'exploitation. Que la question du temps de travail et du temps libre sont au cœur du capitalisme, de la transformation socialiste et de la prise du pouvoir.

Ce texte n'est pas sans défauts, on le verra plus loin. En particulier il n'envisage le combat pour le temps libre que comme diminution brute du temps de travail hebdomadaire, et cela a fait discuter dans notre organisation à l'époque : la question de l'intensité du travail est peu abordée. Mais cela reste une critique secondaire qui ne remet pas en cause l'ampleur même du travail théorique ainsi réalisé.

Voilà pour comprendre un peu le sens de cette réédition. Nous avons été les premiers (même si nous ne sommes plus les seuls aujourd'hui) à avancer le mot d'ordre « Travailler tous, moins et autrement », en lui donnant un sens bien précis dans le combat anticapitaliste, pour la libération du travailleur exploité, pour la prise du pouvoir. Il reste complètement d'actualité, et un des socles de notre combat ouvrier.

.....
**Pour lutter contre la baisse
du taux de profit,
le capitalisme mécanise,
détruit le travail humain...**

TRAVAILLER TOUS, MOINS, AUTREMENT



Les luttes ouvrières ont toujours mis en avant la question de la réduction du temps de travail. Conquête d'un temps libre, « à soi », pour vivre. « Pour vivre », c'est une aspiration qui se retrouve aujourd'hui toujours très forte. Si le temps libre apparaît toujours comme le moyen immédiat, accessible, d'un temps à soi, une autre aspiration existe parallèlement, plus moderne, plus profonde : celle de « travailler autrement ». Les patrons eux-mêmes ont été contraints d'en tenir compte : désintéret total de l'ouvrier pour le travail en miettes, travail aliéné, constaté aussi par tant de sociologues patentés. Contre les ravages de l'absentéisme, du coulage, du sabotage, etc. Ils ont essayé « d'enrichir les tâches ». Peine perdue. Eux qui n'existent que par la possession qu'ils ont du temps des autres, ils ne peuvent pas donner à l'ouvrier la maîtrise du temps. Seul le communisme permettra que l'homme devienne maître du temps. Maître du temps qu'il doit à la nature pour assurer sa survie, parce qu'il a maîtrisé la nature et obtient d'elle aisément de quoi satisfaire ses besoins. Maître du temps qu'il doit aux autres hommes, à la société, parce qu'il coopère volontairement à son édification et satisfait sa nature d'homme dans cette activité vitale. Maître de son temps parce qu'il en est le possesseur réel et que son activité s'intègre librement à la vie sociale. Le texte qui suit n'a d'autre ambition que d'essayer de présenter au lecteur quelques analyses essentielles de Marx sur cette question. Elles permettront certainement à chacun de réfléchir plus loin. Elles sont à tel point profondes et actuelles, que rien aujourd'hui ne les dépasse qui n'en soit des commentaires¹. Elles tracent à grands traits le programme prolétarien : conquête du temps libre en vue de supprimer le travail aliéné.

I. TEMPS DE TRAVAIL ET TEMPS LIBRE

I.1 Bref rappel de quelques concepts

« Fabriquer de la plus-value, telle est la loi absolue du capitalisme » écrit Karl MARX. Partir d'un capital A1 pour atteindre un capital plus élevé A2, tel est son unique but. L'entrepreneur engage le capital A1 pour acheter machines, usines, matières premières (ce qu'on appelle le capital constant ou encore travail mort puisqu'il représente le travail ouvrier déjà accumulé) et acheter la force de travail nécessaire (le capital variable ou encore travail vivant). Pour obtenir A2, il doit vendre sa production de façon à récupérer A1, plus un supplément : la plus-value. C'est le travail immédiat de l'ouvrier qui crée cette plus-value. Elle ne lui revient pas en salaire, mais va au Capital. Cela veut dire que l'ouvrier passe une partie de son temps pour assurer sa subsistance et celle de sa

.....
 1 Il s'agit dans cet article essentiellement de citations de Marx tirées des « Grundrisse » (Fondements de l'Economie Politique). Texte de l'édition Pléiade (T II).

famille. Et l'autre partie pour produire la plus-value. Le capitaliste cherche évidemment à ce que le salaire soit minimum, et la plus-value maximum. Autrement dit à réduire au plus ce qu'on appelle le temps de « travail nécessaire » (nécessaire à ce que l'ouvrier, et après lui ses enfants, puisse assurer tous les jours son travail), et à augmenter au plus le temps de « surtravail » (celui que s'approprie la bourgeoisie). Le temps de surtravail est donc celui qui permet à la bourgeoisie de jouir et surtout d'accumuler, de s'enrichir.

I.2 Plus-value et plus-value relative

Comment le capitalisme s'y prend-il pour que la plus-value soit maximum ? Le plus simple est d'abord d'allonger autant que possible la journée de travail. Mais cette méthode atteint vite ses limites, naturelles, d'une part, et suscite d'autre part une résistance très vive de la classe ouvrière. Dans les pays développés, c'est surtout une méthode plus cachée qu'utilise le capitalisme : l'allongement non plus absolu mais relatif du temps de surtravail par rapport au temps de travail nécessaire. De sorte que, pour une journée de 8 heures par exemple, le temps consacré à produire les moyens d'existence nécessaires à l'ouvrier et à sa famille soit toujours plus réduit, ce qui augmente la part consacrée à produire la plus-value.

En développant le machinisme (il est poussé pour le faire par la concurrence), le capitalisme peut produire moins cher logements, nourriture, etc. et donc diminuer la valeur de ces moyens d'existence. Et aussi faire produire plus à l'ouvrier dans le même temps, ce qui réduit le temps nécessaire à la production de ces moyens d'existence.

Ainsi aujourd'hui un ouvrier produit environ en 10h autant qu'un ouvrier produisait en 40h vers 1930. Il produit donc environ 4 fois plus de richesse, mais il est loin de recevoir 4 fois plus. Autrement dit, la part de son temps où il produit ce que le patron lui retrocède a diminué relativement à la part de son temps où il produit ce qui va au patron. L'accroissement du machinisme, de l'informatisation, c'est l'accroissement de la productivité, c'est l'accroissement de la « plus-value relative ».

C'est surtout de cette façon que le capitalisme réussit à « produire une plus-value aussi grande et aussi nombreuse que possible », en réduisant au minimum le temps de travail nécessaire et en augmentant le surtravail, à temps de travail constant.

I.3 Création potentielle et négation réelle du temps libre

« Réduisant à son minimum le temps de travail nécessaire, le capital contribue malgré lui à créer du temps social disponible au niveau de tous, pour l'épanouissement de chacun. Mais tout en créant du temps disponible, il tend à le transformer en surtravail. Plus il réussit dans cette tâche, plus il souffre de surproduction ; et sitôt qu'il n'est pas en mesure d'exploiter du surtravail, le capital arrête le travail nécessaire... ».

Ce passage de Marx est remarquable. En quelques lignes on y voit analysée cette contradiction fondamentale du capitalisme : il tend, par la mécanisation et la production de masse, à abaisser le coût des marchandises, et donc le temps de travail nécessaire. Mais il ne peut pas laisser à l'ouvrier le temps libre qui pourrait en résulter, puisque son unique but est justement d'accroître le surtravail. Le capital ne s'intéresse à la réduction du travail nécessaire que s'il peut par là accroître le surtravail. Il « *produit pour produire* ». Le capital n'emploie l'ouvrier que s'il peut lui extorquer le surtravail. Employer tout le monde à la production et réduire le travail de chacun à la satisfaction de ce qui est nécessaire ne l'intéresse pas. Donc s'il y a surproduction, il arrêtera et le travail nécessaire et le surtravail (ce qui, diminuant les revenus, accroîtra encore la surproduction). Cela on le voit bien aujourd'hui. Alors que la productivité est quatre fois plus grande qu'il y a 50 ans, le temps de travail de l'ouvrier actif n'a pas diminué, ou de façon insignifiante. C'est le chômage qui a augmenté.

La cause en est un mode de production fondé sur l'accumulation de capital au profit de quelques-uns (les possesseurs directs et les gestionnaires du capital), qui n'a pour moteur que la création de plus-value. Seul un autre mode de production, qui mettra en œuvre les forces productives (dont l'homme) en vue de la satisfaction des besoins sociaux peut réduire le temps de travail véritablement. Car alors l'ouvrier n'est pas employé en fonction du surtravail qu'il peut produire. Mais en fonction de ce qui est nécessaire à la société : le producteur produit selon ses propres besoins. Cela veut dire qu'il faut que ce soit lui qui décide quoi produire, pour qui, comment.

« *Le capital est la contradiction en acte* ». Il tend à réduire au minimum le temps de travail, mais doit refuser cette réduction à l'ouvrier. Il doit river l'ouvrier à la machine, mais entraîne chez lui le dégoût de la machine. Il crée des millions de chômeurs et en même temps refuse la diminution de la journée de travail pour ceux qu'il emploie.

1.4 Produire du surtravail ou du temps libre

De cette contradiction naît un puissant sentiment de « bon sens » dans les masses : il est facile de réduire le chômage à zéro. Que tous travaillent et que chacun travaille moins, de telle sorte que la même richesse totale soit produite avec moins d'efforts (et bien sûr répartie différemment).

Nous soutenons donc à fond l'aspiration des masses au temps libre, une aspiration vraie et donc puissante. Mais il faut, pour cela, en montrer cette condition : que la masse ouvrière elle-même puisse s'approprier la disposition du surtravail. Autrement dit, qu'elle arrache le pouvoir à la bourgeoisie (qui ne se laissera pas dépouiller de ce qui est la base matérielle même de son existence) par la révolution. Sans oublier

qu'après la prise du pouvoir, reste à empêcher qu'une « nouvelle bourgeoisie » d'Etat ne se forme par l'appropriation de ce surtravail.

Il y a antagonisme absolu entre la bourgeoisie qui n'a d'intérêt qu'à augmenter le surtravail et le prolétariat qui veut le réduire². Cet antagonisme apparaît bien clairement aujourd'hui. La bourgeoisie, les syndicats, ergotent sur 1 ou 2 heures de réduction, là où 5 ou 10 heures seraient possible. Et surtout elle se bat mordicus pour imposer, en échange, une hausse de productivité à travers un accroissement du temps de fonctionnement des entreprises et des machines (travail en équipe, heures sup, travail de nuit, etc.). A regarder ce qui se passe, on voit que les 39 heures du PC-PS (dans les années 80) et ces mesures qui l'accompagnaient visaient finalement à augmenter la plus-value relative, le temps de surtravail. L'heure de moins équivalait en fait à des heures de surtravail en plus. Une miette de réduction du temps de travail, une tonne d'augmentation de l'exploitation. Le capitalisme ne peut pas faire autrement.

Réduire le temps de travail, c'est diminuer le temps de surtravail. Et donc supprimer l'existence en tant que classes de ceux qui vivent de ce surtravail, pour les mettre eux-mêmes à participer au travail qui aura été défini comme socialement utile. La richesse produite (toutes choses supposées égales par ailleurs) ne diminuera pas. La place des gens dans la production sera changée. Et aussi la répartition des richesses produites. On voit ici le lien entre le temps libre, l'élimination de la bourgeoisie, le bouleversement des rapports de production.

1.5 Premières mesures du pouvoir prolétarien

A partir de là, on peut formuler les deux mesures essentielles que prendra immédiatement le prolétariat au pouvoir, comme Marx les a indiquées, et qui réduiront réellement le temps de travail³ :

1/ Chacun doit travailler, « *qui ne travaille pas ne mange pas* ».

2/ Diminution de la journée de travail.

Ceci n'est encore que la phase inférieure du processus qui mènera au communisme. Au lieu que le surtravail de la masse des ouvriers actifs entraîne un accroissement du chômage pour nombre d'autres prolétaires et l'oisiveté pour quelques intellectuels et bourgeois comblés de loisirs (ou comblés d'une

.....

2 Ne disons pas l'annuler à ce stade, mais le réduire. Ceci conformément à ce que Marx a analysé dans sa critique du Programme de Gotha quand il dit que l'ouvrier ne recevra pas le « produit intégral » de son travail, puisqu'il faut prélever sur « son produit » de quoi remplacer les machines usagées, accroître et améliorer la production, les frais d'administration, d'enseignement, de santé, etc.

3 Nous n'envisageons pas ici la situation, tout à fait possible et même probable, d'une destruction considérable des forces productives par la guerre (impérialiste ou civile), ce qui aurait pour conséquence de nécessiter un gros effort de reconstruction.

activité dans laquelle ils satisfont leurs besoins), le travail nécessaire réparti entre tous et réduit à la satisfaction des réels besoins sociaux crée du temps libre pour chacun. Et « grâce aux loisirs et aux moyens mis à la portée de tous la réduction au minimum du travail social nécessaire favorisera le développement artistique, scientifique etc. de chacun ». Chacun pourra se livrer à des activités intellectuelles, culturelles, politiques, etc. Nous disons ici que la revendication du temps libre est une revendication immédiate tout à fait accessible, à condition que le prolétariat prenne le pouvoir et change les rapports sociaux dans le sens de « à chacun selon son travail ». L'accroissement du temps libre constitue une base qui permet d'avancer vers la suppression de l'antagonisme temps de travail / temps libre. Car « le temps libre - qui est à la fois loisir et activité supérieure - aura naturellement transformé son possesseur en un sujet différent, et c'est en tant que sujet nouveau qu'il entrera dans le processus de l'activité immédiate » (souligné par nous). Oui, par l'accès qu'il permet à une activité supérieure (scientifique, culturelle, politique etc.), le temps libre transforme l'homme, ses rapports avec les autres, avec la nature, et donc permet qu'il transforme son travail lui-même, qu'il domine la machine au lieu d'être dominé par elle, qu'il participe consciemment à l'activité collective et sociale au lieu d'en être exclu, bref qu'il se réalise comme homme.

2. TRAVAILLER MOINS ET TRAVAILLER AUTREMENT

2.1 Soumission réelle et soumission formelle du travail au capital

Reprenons un peu l'exposé de la première partie de cet article concernant la façon dont le capitalisme s'emploie à augmenter la plus-value. À l'origine de ce mode de production, le travail de l'ouvrier n'est pas très différent de celui de l'artisan. Dans la manufacture il fabrique, par exemple, un vêtement pour le compte du capitaliste qui l'emploie au lieu de le faire pour le sien. Mais le travail est, dans les deux cas, aussi complexe, nécessitant, du début à la fin, une grande expérience et habileté de la part de l'ouvrier qui l'exécute. Celui-ci garde donc une certaine maîtrise sur ce qu'il produit. Il a un savoir-faire, un métier qui lui donne une certaine satisfaction, une certaine autonomie.

Par la suite, le capitaliste se heurte à la limite physique de la journée de travail, et il peut, avec la mécanisation, augmenter la plus-value relative (la part de surtravail par rapport au travail nécessaire). Mais la mécanisation s'accompagne d'une transformation du procès de travail, d'une spécialisation et division des tâches, décomposées, parcellisées, chronométrées pour obtenir, de force, le rendement maximum de l'ouvrier. Le capitaliste utilise sa position dominante sur le travail, obtenu dès la phase de la soumission formelle, pour transformer le procès de travail lui-

même. Marx dit que sur la base primitive de la subordination directe du procès de travail au capital « va s'élever un mode de production capitaliste technologique et spécifique qui modifiera la nature réelle du procès de travail et ses conditions réelles. Ce n'est qu'à partir du moment où ce mode de production entre en action que se produit la soumission réelle du travail au capital ». Alors l'ouvrier est déqualifié, dépossédé de son savoir-faire qui passe du côté des « puissances intellectuelles de la production » et dans les machines. Il n'est plus qu'instrument parmi les instruments aux yeux du capitaliste. Et, comme eux, interchangeable, sans pouvoir, anonyme, numéro dans la masse de ceux qui n'ont plus à vendre que leurs bras et même plus un « métier », une intelligence.

Avec la soumission réelle se réalise pleinement la tendance du capitalisme à produire pour produire. Le producteur n'est qu'un moyen de la production, subordonné à elle, et celle-ci est le but unique, sans souci du producteur, indépendamment de lui. Elle devient une chose étrangère, opposée à lui.

2.2 Le travail aliéné

D'un côté le travail « dévalorisé » manuel, de l'autre le travail « valorisé » pour les « puissances intellectuelles ». Le capitalisme rend le monde étranger et hostile à l'ouvrier. Le travail aliéné rompt le lien de l'homme avec la nature. Dans le travail aliéné l'homme n'agit pas libre mais contraint, il ne façonne pas la nature mais est dominé par elle (son « environnement » comme disent les sociologues), il ne se crée pas lui-même mais est ce que la machine capitaliste l'oblige à être (« métro-boulot-dodo »), son activité n'est que de trouver les moyens de subsister et non de se construire : « la vie elle-même apparaît comme un simple moyen de vivre ».

Analysant ainsi ce qu'est le travail aliéné, Marx poursuit en disant : « voyons maintenant comment le concept de travail aliéné, dépossédé, doit s'exprimer et se manifester dans la réalité ». Dans la réalité, il se passe que si l'ouvrier est dépossédé de tout pouvoir sur son travail, l'acte de production aussi bien que sur l'objet et le produit de son travail, c'est bien parce que cela est en possession d'un autre. Ainsi le travail aliéné, qui est séparation de l'homme d'avec la nature, produit dans la réalité d'autres séparations concrètes : « il produit aussi le rapport dans lequel d'autres hommes se trouvent à l'égard de sa production et de son produit, de même qu'il produit ses propres rapports avec ces autres hommes ». Depuis longtemps, on nous présente la nationalisation de la propriété privée comme l'essence du socialisme, cette analyse de Marx vient opportunément nous rappeler que c'est le travail aliéné qui produit les rapports sociaux capitalistes (la division du travail) et que ce sont ces rapports eux-mêmes qui à leur tour sont à la base de l'existence des classes. La révolution ne consiste pas à changer « le maître du travail » et à

laisser intact l'opposition de l'homme à la nature et le rapport social des hommes entre eux qui en résulte. Elle ne consiste pas à rendre un peu plus « démocratique » la vie à l'usine et dans la ville, un peu moins dur le travail et même à en réduire le temps : mais à changer, à supprimer complètement le travail aliéné. La critique s'applique aux pays « socialistes », mais qui sont en vrai des capitalismes d'État.

2.3 Un seul temps : la vie

Améliorer un peu les conditions de travail, augmenter le temps libre, c'est conserver par ailleurs un temps de travail aliéné. C'est donc conserver aussi le rapport des classes, les classes et l'oppression. L'opposition temps de travail/temps libre est une contradiction qui doit être dépassée. Tant qu'elle existe, c'est que le temps de travail est une contrainte, une malédiction, temps de travail aliéné qui produit toujours la séparation, l'opposition, entre ceux qui produisent et ceux qui dirigent, ceux qui n'ont pas la disposition de ce qu'ils produisent et ceux qu'ils l'ont. Il y a donc toujours des « maîtres » du travail et de l'organisation sociale dans son ensemble. De ce fait, le temps libre lui-même ne l'est pas complètement, car ce secteur n'échappe pas à leur emprise d'une part et d'autre part il ne permet pas à l'ouvrier de retrouver les moyens d'une libre activité de transformation de la nature, moyens intellectuels et matériels qui restent possession des « puissances intellectuelles » de la bourgeoisie. Il faut voir ce que sont les loisirs sous le capitalisme, organisés et dominés par lui, à l'image de la télé. Le temps libre n'est jamais vraiment libre tant qu'il est opposé au temps de travail.

C'est ce cycle infernal que doit rompre la lutte prolétarienne.

Il y a aspiration et donc lutte chez l'homme pour une activité qui soit l'expression de sa nature profonde : une activité créatrice, consciente, de transformation du monde et de lui-même. Non pas produire pour produire, mais produire sa vie par son activité. Cette aspiration au travail émancipé, c'est évidemment le prolétariat qui en est la classe porteuse par excellence. Parce que c'est elle qui subit le travail aliéné, qui est dépouillée de toute satisfaction dans son travail. Parce que c'est elle qui produit pour l'essentiel les biens matériels et qui donc est capable d'organiser cette production autrement, qui connaît le potentiel de liberté que contient le développement de la productivité sans le capitalisme lui-même.

Le prolétariat est la classe qui a le plus intérêt à lutter (et la capacité à le faire) pour réunir les deux conditions essentielles afin que le travail de production matérielle puisse revêtir le caractère d'un travail libre, émancipé. Conditions qui sont selon Marx :

1/ « si son contenu social est assuré ». Il doit s'agir d'un travail tel que ceux qui le font aient conscience qu'il satisfait un besoin déterminé comme utile par la

société elle-même. Le but est de produire une valeur d'usage et non pas de la plus-value. Il ne s'agit pas de savoir avant tout si le produit contient le maximum de quantité de travail, mais s'il est « utile ».

2/ « s'il est d'un genre scientifique et devient en même temps du travail général ». C'est-à-dire s'il tend à être l'occasion pour l'homme d'exercer et développer ses facultés les plus élevées, créatrices et intellectuelles (en même temps que pratiques) : un travail nouveau qui est libéré de la division et parcellisation du travail, de la coupure intellectuel-manuel; un travail qui crée des valeurs d'usages particulières en même temps que de la façon la plus « générale », intégrant art et technique, recherche et application, conception et fabrication, décision et exécution, enseigné et enseignant, etc.

Quand cela se réalise (phase supérieure du communisme) le temps de travail n'est plus la mesure de la richesse. La richesse est le libre développement de l'individu dans une société qui absorbe et utilise harmonieusement les capacités que chacun apporte en même temps qu'elle satisfait les besoins de tous.

EN CONCLUSION

Le prolétariat doit se fixer le but de supprimer le travail aliéné. Le temps libre en est la première condition, une mesure immédiate que l'ouvrier doit exiger de la société contemporaine. La lutte contre l'augmentation relative du temps de surtravail est d'ailleurs permanente. Mais il n'y réussira de façon significative qu'en prenant le pouvoir car il touche là un point vital du mécanisme de l'exploitation. En réalisant cette mesure, le prolétariat accomplira le premier pas vers la création d'un homme nouveau, sortant de l'abrutissement où l'a plongé le capitalisme. Car « le temps libre - qui est à la fois loisir et activité supérieure - aura naturellement transformé son possesseur en sujet différent, et c'est en tant que sujet nouveau qu'il entrera dans le processus de la production immédiate ». Par le temps libre en effet le prolétaire pourra exercer une activité nouvelle pour lui dans tous les domaines de l'intelligence, ce qui changera sa conception du monde, ses rapports avec les autres hommes et le transformera lui-même l'amenant à une autre conception du travail et de la vie, les deux ne faisant qu'un tout. La marche au communisme commence donc par cette mesure du temps libre, accompagnée d'autres mesures donnant au prolétaire les moyens d'y occuper son intelligence (accès réel aux sciences, arts, techniques, etc.). Mesures qui permettront de surmonter la division temps travail/temps libre elle-même, par la transformation de l'homme, de son activité, afin que la vie elle-même fusionne loisirs et travail comme activité créatrice, libre, voulue, qui sera « le premier besoin vital ».

Ce mouvement est d'ailleurs inscrit dans le mouvement du capitalisme lui-même. Il n'a rien d'inventé ou

d'utopique, mais naît du sein du capitalisme, ainsi que Marx l'a analysé.

- Le capitalisme crée du temps disponible, mais ne peut que le transformer en surtravail (ou supprimer tout travail)

- Le capitalisme crée la classe ouvrière comme classe dépossédée et aspirant à la suppression de l'appropriation du surtravail par autrui et au développement pour son compte des forces productives.

- Le capitalisme tend lui-même à donner une telle place au machinisme et à l'automatisation dans la production, que le rôle du temps de travail immédiat comme mesure nécessaire de la richesse apparaît de plus en plus superflu.

L'accroissement du temps libre s'accompagne nécessairement de replacer chacun dans le processus de la production et de redéfinir les besoins sociaux (élimination des couches et classes parasites, des productions « inutiles », etc.). Ici le prolétariat domine le procès de travail et le réorganise de telle sorte que tous y participent, mais n'a pas encore supprimé vraiment le travail aliéné. Dans cette phase du début de la marche au communisme, il sera encore « *plus nécessaire de régler la durée du travail, de distribuer le travail social entre les différents groupes productifs, enfin d'en tenir la comptabilité* ». C'est d'abord qu'il y a toujours la règle de la nécessité : il faut arracher de quoi vivre à la nature, et cela ne se fait pas sans peine car on n'en est pas encore à un développement suffisant des forces productives. Il reste des travaux pénibles et durs à partager entre tous. C'est encore aussi la pénurie relative, il faut répartir les ressources. Bref, il reste une répartition des tâches et des produits par la voie de la contrainte, de l'obligation, de la réglementation. Les mentalités aussi n'ont pas encore assez évolué pour que l'homme puisse surmonter son antique aversion contre le travail en concevant un autre rapport au travail, au lieu d'opposer les loisirs au travail toujours vécu comme malédiction. L'homme ne comprend pas encore vraiment son activité comme élément de l'activité sociale, se fondant dans celle-ci. La contradiction temps de travail nécessaire/surtravail de l'époque capitaliste est remplacée par la contradiction temps de travail/temps libre de la phase inférieure du communisme.

Mais le temps libre devient un moyen pour supprimer cette contradiction⁴. Par lui et par le fait que le

.....

4 « La révolution pourrait venir plus tôt que nous ne souhaiterions. Le comble du malheur c'est quand les révolutionnaires doivent se soucier du pain des gens » (Marx à Engels). Ce comble du malheur est ce qui est arrivé en URSS ou en Chine. Alors il était impossible, dans des conditions de famine épouvantable, à Lénine, par exemple, et aux bolcheviks d'avancer à fond dans la réduction du temps de travail et dans la transformation du travail. Au contraire, il fallait les « Samedi communistes », le taylorisme, la production par tous les moyens immédiats. Pas de temps libre, c'est aussi pas de vie politique et culturelle pour les masses, pas de collectivisation réelle, pas de soviets vivants. Pas de temps libre, c'est la toute-puissance du parti et de l'administration. Donc, finalement, la reproduction des classes.

prolétariat s'est emparé du pouvoir et dispose donc des moyens nécessaires, peut se développer l'activité créatrice de l'homme, de toutes ses capacités artistiques, culturelles, politiques etc. Donc par lui l'homme se transforme et transforme sa conception du travail. C'est évidemment une lutte de classes très longue et difficile contre la bourgeoisie qui veut conserver l'essentiel : sa place dans la division du travail, son pouvoir intellectuel « d'expert », de « spécialiste », de dirigeant - et les privilèges qui en découlent inévitablement (voir les cris d'horreurs que poussent les bourgeois petits et grands, à propos de la GRCP⁵ en Chine, à l'idée qu'ils pourraient être envoyés à la campagne ou à l'usine gagner leur croûte comme tous les travailleurs.ses). La lutte ne portera pas seulement sur l'extension du temps libre, même si ce sera l'aspect essentiel dans une première période, mais bien plus encore sur la répartition du travail entre tous et la disparition du privilège réservé aux « puissances intellectuelles » du travail scientifique, culturel, artistique, etc...

Il faudra que le temps disponible soit temps pour développer l'activité créatrice des masses ouvrières, réduire et supprimer l'écart qui les sépare des « puissances intellectuelles ». Le temps disponible devra être l'apprentissage du « travailler autrement », c'est-à-dire s'approprier réellement la maîtrise de la production et du pouvoir dans tous les domaines. Plus les masses pourront exercer leur initiative, et plus les forces productives se développeront rapidement ainsi que diminuera le temps de travail contraint et la division du travail. Fin du règne de la nécessité, développement de l'abondance, le travail devient activité libre. On atteint alors la phase supérieure du communisme. On passera « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ».

Alors, le temps de travail s'abolira. Il n'existera plus comme fraction particulière de la journée de l'individu opposée au reste de celle-ci. Il ne sera plus la part de sa vie qu'il « faut bien » sacrifier à la survie. Il ne mesurera plus la richesse du produit. Seule comptera sa valeur d'usage. Et l'homme se réalisera dans la production de valeur d'usage : satisfaction de ses besoins et désirs de tous. Son activité sera donc libre.

.....

5 Grande Révolution Culturelle Proletarienne

IL Y A 100 ANS, LA LOI DES 8 HEURES



La revendication de la journée de 8 heures a été la revendication centrale du mouvement ouvrier à la fin du XIXe et au début du XXe. En France, une loi est enfin votée le 23 avril 1919. Elle institue à la fois cette durée journalière du travail et le 1^{er} mai comme journée chômée. Sans entrer dans les détails de ces événements plus que centenaires, rappelons le contexte à grands traits pour en retenir quelques leçons encore utiles aujourd'hui.

DES LUTTES NOMBREUSES, VIOLENTES, INTERNATIONALES.

Première leçon : seule la lutte paie. Celle des 8 heures est donc étroitement mêlée à l'histoire du 1^{er} mai.

On vient de loin. « En France, dans les années 1830, les enquêtes sur la condition ouvrière révèlent des durées moyennes de présence sur les lieux de travail de 15 à 17 heures ». En 1890 encore, les « privilégiés » de l'époque, « les employés des bazars parisiens travaillaient 15, 16, 17 heures, suivant la saison et les exigences de la vente ». « En 1891, les cochers et conducteurs de la Compagnie des Omnibus de Paris travaillaient en moyenne 17 heures par jour »¹.

La logique patronale est simple : « Un historien, Pierre Pierrard, étudiant la vie ouvrière à Lille sous cette période a relevé cette affirmation cynique d'un patron du textile répondant à un inspecteur des fabriques : « La science économique veut que l'homme, dût-il en périr, doit toujours suivre le rythme de la machine qui, elle-même, pour assurer la prospérité, ne doit jamais s'arrêter »².

Le premier à avoir lancé le slogan « 8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de repos » semble être Robert Owen en 1817. Peut-être inspiré par la règle monastique dictant 8 heures de travail, 8 heures de repos, et 8 heures de ... prière. C'était l'élite de l'époque ! Karl Marx, dans le Manifeste du parti communiste, qualifie de « propositions positives » les « plans de société » des utopistes ; « des matériaux extrêmement précieux pour éclairer les ouvriers »³. L'Association Internationale des Travailleurs, dite 1^{ère} Internationale, créée en 1864, adopte en effet en 1866 cette revendication de la journée de 8 heures. Et c'est la 2^e Internationale, en 1889, qui fera du 1^{er} mai une journée mondiale de lutte des travailleurs pour les 8 heures.

La date du 1^{er} mai, on le sait, a été choisie à cause des morts de Chicago de mai 1886. Les syndicats américains, lors de leur congrès de 1884, s'étaient fixés deux ans pour obtenir les 8 heures. Le samedi 1^{er} mai 1886, une grande manif est suivie de grèves dans de nombreuses usines de Chicago. Le 3 mai, la police fait trois morts parmi les ouvriers de Mc Cormick Harvester. Le 4, la manifestation de protestation fait encore trois morts parmi les ouvriers, mais sept parmi les flics. Le tract d'appel précisait : « Travailleurs, armez-vous et faites une démonstration de force » ! En 1891, c'est en France que la police tire sur les manifestants du 1^{er} mai. On dénombre 9 morts et 35 blessés à Fourmies, dans le Nord.

Voilà deux événements parmi les plus saillants, dans un nombre important de grèves et de manifestations dans de nombreux pays, et qui justifient ce dicton ouvrier : « Il a fallu des morts pour obtenir tous ces droits ».

Pourtant, toutes ces luttes, auxquelles se greffaient de multiples propositions de lois « socialistes » dans plusieurs pays, n'aboutiront pas vraiment. Ce n'est pas le duo luttes syndicales + lois sociales qui a mené seul à 1919. Il a fallu que s'y ajoute un autre niveau de lutte.

UNE DIALECTIQUE GUERRE ET RÉVOLUTION

Le 23 avril 1919, c'est quelques mois seulement après le 11 novembre 1918. Et surtout, quelques mois après la révolution russe victorieuse, les révolutions allemande et hongroise vaincues ; quelques mois après l'éphémère soviétique de Strasbourg, celui de La Courvine dans la Creuse, qui dure de juillet à septembre 1917. En Russie, dès le 11 novembre 1917, un décret du Sovnarkom, le Conseil des commissaires du peuple, instaurait la journée de travail de 8 heures.

La bourgeoisie française est sur les dents. Elle craint un 1^{er} mai 1919 très mobilisé et très mobilisateur. Huit jours avant, elle s'empresse de publier une loi « contre-feu » qui, à la fois, répond à la revendication principale, même si les 8 heures n'étaient pas le seul problème des travailleurs au sortir de la guerre, et en même temps légalise la journée du 1^{er} mai. Répond positivement à la revendication, et autorise la poursuite de la lutte ! Le 1^{er} mai, 60 000 policiers et soldats sont tout de même déployés dans les rues.

Guerre mondiale et révolutions, ce n'est plus « Il a fallu des morts », c'est « Il a fallu des millions de morts ».

Les 8 heures ne commenceront à s'appliquer qu'en 1921, deux ans plus tard. Mais la deuxième leçon est claire : la bourgeoisie ne lâche de vraies réformes que lorsque son pouvoir est menacé, lorsque le danger d'un pouvoir des ouvriers se profile à l'horizon. Seule paie la lutte... révolutionnaire.

1936, LES 40 HEURES ET LES CONGÉS PAYÉS

La bataille du temps de travail ne s'arrête pas en 1919-21. Et la suite est éclairante sur deux points : comment la bourgeoisie manœuvre pour manipuler le prolétariat, récupérer ce qu'elle a accordé, et maintenir son exploitation ; deuxièmement, à quel point les réformistes de « gauche » sont indispensables dans cette opération.

Si l'on coupe en deux parties égales le siècle qui nous sépare de 1919, on constate que la question du temps de travail devient surtout une question hebdomadaire. Les 8 heures signifiaient 48 heures par semaine, samedi inclus. Sans parler des heures supplémentaires. La notion de « semaine anglaise » ne devient populaire que dans les années 1930. La semaine de 40 heures est votée le 21 juin 1936, dans les conditions de lutte que l'on sait. Mais moins d'un an après, en mai 1937, le recours aux heures supplémentaires est sérieusement assoupli. Et le 12 novembre 1938, les décrets-lois Daladier annulent les mesures du Front populaire, avec une argumentation qui mérite le détour : « Cette loi de paresse et de trahison nationale était responsable de tous les maux de l'économie. On ne peut pas avoir une classe ouvrière « à deux

dimanches » et un patronat qui s'étrangle pour faire vivre le pays »⁴. C'est le retour aux 48 heures.

En 1944-46, l'après 2^e guerre mondiale est à mettre en parallèle avec l'après 1^{ère} guerre mondiale. En 1919, la toile de fond politique, c'est « Vive la révolution prolétarienne ». En 1945, c'est le « Retrouvez vos manches » de Maurice Thorez. Dans le premier cas, les communistes sont une minorité révolutionnaire en construction, dans le deuxième, ils forment le premier parti officiel du pays, au pouvoir avec De Gaulle. Résultat : « Il faudra attendre le 25 mars 1946 pour que tous les textes de la guerre sur la durée du travail soient abrogés ». Et « le retour aux 40 heures est assorti alors de la possibilité de 20 heures supplémentaires »⁵. Total : 60 heures, qui seront largement pratiquées.

Il faut attendre 50 ans après la loi des 8 heures, soit le lendemain de 1968, pour que les réductions du temps de travail deviennent sensibles et semblent définitives. Sous trois formes : hebdomadaire, annuelle (avec les congés payés), et de carrière (avec l'âge de la retraite). Mais c'est alors que la crise et la Gauche sont entrées en scène.

L'ART DE MANIPULER LE PROLÉTARIAT

La brochure citée de la CGT [1], « La bataille du temps », date le « travail de sape » du « début des années 1980 »⁶. Soyons plus précis : du 10 mai 1981 ! La crise économique, la fin de la période de reconstruction d'après-guerre, dite des Trente Glorieuses, a initié une crise politique. Mais, dit la brochure :

« Depuis le début des années 1980, un processus est enclenché où négociations collectives et modifications législatives se succèdent pour miner le droit du travail. (...) L'ordonnance du 16 janvier 1982 sur la durée du travail a été précédée d'un accord interprofessionnel qui, en contrepartie du passage de 40 heures à 39 heures, a autorisé la mise en discussion de mesures d'assouplissement, c'est-à-dire de dérogation au Code du Travail ». Les lois Aubry de 1998 et 2000 feront la même manœuvre quatre fois plus fort : 35 heures au lieu de 39, mais négociations sur la compensation salariale ou pas, flexibilité annuelle (heures supplémentaires obligatoires non majorées et jours de récupération n'importe quand), notion de « travail effectif » excluant des temps de pause, d'habillage et de déshabillage, etc. Il faudrait ajouter, dans la problématique générale du temps de travail, que l'allongement des temps de transport n'est jamais pris en compte.

Significativement, encore aujourd'hui en 2019, les heures supp sont autorisées jusqu'à 48 heures par semaine, et, après « négociation », jusqu'à 60 heures. L'âge de la retraite opposable au patron est fixé à 67 ans, et opposable au salarié à 70 ans ! Pendant ce temps, les jeunes galèrent, et les chômeurs se comptent par millions. Exactement le contraire du principe Travailler tous, moins, autrement.

Première leçon : Seule la lutte paie. Ajouter immédiatement la deuxième : seule la lutte révolutionnaire. La troisième : la voie légale, réformiste, électorale, de la « Gauche », est une grande arnaque de sauvetage du capitalisme.

Nous n'avons pas indiqué un élément essentiel, le développement des horaires « atypiques » ou travail en équipes. Les 3x8 ouvriers de 1919 sont devenus ceux de 2019, les 3x8 patronaux : équipe du matin, équipe du soir, équipe de nuit. Un rythme complètement inhumain, extrêmement nocif pour la santé, et pour la vie de famille. Les 5x8 permettant d'inclure les week-ends. L'objectif apparemment démentiel de notre patron du XIXe est toujours là : faire suivre à l'ouvrier « le rythme de la machine », « ne jamais s'arrêter », « dût-il en périr ». Que la machinerie tourne 24 heures sur 24, dimanche compris, pour la plus grande rentabilité du Capital... et pour l'usure maximum jusqu'à la mort de l'ouvrier. Le mot d'ordre de révolution prolétarienne est toujours là lui aussi – ou de dictature du prolétariat, de pouvoir des ouvriers. Nous ne voulons pas survivre comme des esclaves, nous voulons vivre libres comme des personnes humaines. La lutte continue ? Non, la guerre de classe continue.

.....

- 1 La bataille du temps, Jalons CGT, VO Editions 1996, p. 7.
- 2 Ibid., p. 9.
- 3 Le Manifeste, III, 3.
- 4 Cité par Michel Etievent, dans l'Huma du 23 septembre 2011.
- 5 La bataille du temps, p. 34.
- 6 Ibid., p. 63.



LE TRAVAIL DANS

SOIGNE
ET
TAIS TOI



LA SANTÉ DÉTRUIT !

INTERVIEW D'UNE MILITANTE PROLÉTAIRE DU SECTEUR DE LA SANTÉ

Depuis toujours, la santé a été un enjeu de classe, avec des différences importantes. D'un côté, une médecine de « réparation » de la force de travail pour les prolétaires. De l'autre, une médecine de qualité pour la bourgeoisie et les fractions supérieures de la petite-bourgeoisie. Mais avec la crise du capital, on est rentré dans une nouvelle phase qui est celle de l'intensification de l'exploitation et de la recherche d'une rentabilité toujours plus élevée.

La santé, c'est un des services publics les plus attaqués de ces dernières années. Une restructuration capitaliste avec fermetures de sites, sous-traitance de pans entiers de la santé aux requins de la finance, avec précarité du personnel, pénibilité et souffrance au travail comme jamais, on l'a vu avec les multiples suicides dans les hôpitaux. Nous rappelons que ces suicides, ces burn-out n'ont rien à voir avec des fragilités individuelles, mais ont à voir avec ce système barbare : c'est le système capitaliste qu'il faut suicider!!

A côté du développement massif des hôpitaux privés (Générale de Santé, Elsan, Medipôle...), du poids toujours aussi important des groupes pharmaceutiques (scandales sanitaires ou financiers à la clé), la restructuration et la rentabilisation de l'hôpital public est un des axes majeurs du développement du capitalisme dans le domaine de la santé. Un secteur tout à fait « profitable », avec des débouchés garantis et permanents (il y aura toujours des naissances, des malades et des anciens à soigner...) !

Qui en fait les frais ?

• Les patients, bien sûr. Pour eux les inégalités de soins, de connaissance de ce qu'il faut faire. Avec la multiplication des fermetures de services un peu partout, il devient impossible de se faire soigner correctement, il y a peu de médecins dans les quartiers populaires par exemple ou dans les zones rurales prolétaires.

• Les personnels aussi : celles et ceux qui n'en peuvent plus de polyvalence et de stress, de course contre le temps, sans même une minute pour aller aux toilettes, d'horaires de folie jamais récupérés, d'impossibilité de prendre ses congés.

De nombreuses mobilisations existent pour résister et rappeler les intérêts fondamentaux des patient.e.s et des personnels. Pour en finir avec l'isolement, pour construire le collectif de résistance, pour en finir avec la logique d'une société barbare, pour qui la santé des patients comme des soignants n'est qu'un enjeu de profit.

Une grande majorité des prolétaires dans la santé sont des femmes. La question féministe est donc essentiel pour comprendre les liens entre travail salarié et travail domestique : comment les femmes sont touchées par ces conditions d'exploitation et de précarité. Quel est l'impact sur leur vie de famille ? Comment le poids de leur charge familiale impacte en retour leurs résistances à l'organisation capitaliste du travail ?

Nous avons interviewé une militante de VP, travailleuse de la santé qui dresse un état des lieux des conditions de travail dans un grand CHU ; des obstacles comme des possibilités à l'organisation et à la solidarité entre les travailleur.se.s de la santé.

.....

| <http://ouvalact.over-blog.com/2016/09/suicides-dans-la-sante-en-finir-avec-le-profit-et-son-monde.html>

Bonjour Louisa, peux-tu te présenter ?

Je suis aide-soignante et auxiliaire de puériculture depuis 9 ans, j'ai 32 ans. Depuis 3 ans je travaille dans un gros CHU, au service maternité en salle d'accouchement. Je m'occupe des mamans, des bébés, je recharge le matériel, je nettoie les salles de césarienne ...

Je suis enfin stagiaire, c'est à dire que d'ici un an je pourrais devenir fonctionnaire. Il me faudra 4 ans de précarité pour avoir un CDI. En général, il faut en moyenne 4 ans pour réussir à devenir fonctionnaire.

Du coup, 4 ans de précarité, ça implique quoi dans le quotidien ?

La précarité c'est un peu avoir une épée de Damoclès au-dessus de la tête en permanence car tu es en première ligne s'il y a des suppressions de poste. Tu es tributaire des besoins du service. Comme tu es précaire, surtout quand tu viens d'arriver, on attend de toi que tu travailles à fond, que tu sois docile et que tu te plies en quatre pour arranger le planning. Au début, tu as le planning le plus pourri, tu attends toujours de savoir si ton CDD va être renouvelé, tu es le bouche-trou et c'est toi qui as les moins bonnes vacances, évidemment. Et puis tu commences à avoir ta place, d'autres arrivent qui sont les dernières arrivées et ta condition s'améliore. Mais tout le long que tu es en CDD, même si ça fait longtemps, tu sais que tu es toujours à la merci de te faire virer, donc pas question de se syndiquer, de faire grève ou de faire trop de vagues. Petite cerise sur le gâteau : quand tu es en CDD, tu ne touches pas la prime (c'est à peu près un mois de salaire en plus versé en deux fois), pourtant tu fais exactement le même travail que tes collègues titulaires. C'est une petite économie pour l'hôpital mais une grande injustice pour nous !

Quel rapport ça crée entre les fixes et précaires ?

Face à la précarité il y a deux choix : soit être solidaires avec les plus précaires, soit être écrasantes. Il y a des collègues qui estiment qu'elles aussi elles en ont bavé à leurs débuts et que du coup c'est normal que celles d'après galèrent aussi. Bien souvent, quand elles ont commencé, elles ont eu des conditions moins dures que les nouvelles, mais ça elles préfèrent l'oublier.

Il y a aussi le choix de la solidarité : on sait ce que c'est de débarquer et on sait aussi que notre travail est dur, donc on fait en sorte que celles qui arrivent ne soient pas maltraitées comme on a pu l'être. C'est un choix politique aussi pour moi, la différence de statut ne doit pas nous diviser face à la hiérarchie et on doit partir les besoins de celles pour qui le travail est le plus pénible et les conditions de travail sont les plus dures.

La précarité, ça impacte toute la vie de tes collègues ?

Etre précaire, ça implique que tu fais beaucoup de sacrifices car tu veux toujours être renouvelée. Donc, des collègues viennent au travail en étant malades ou alors que leurs enfants sont malades, car si tu arrêtes trop, c'est mal vu. Des collègues qui ont des maladies graves continuent à travailler, car une maladie longue durée c'est ciao. Et depuis que je travaille à la maternité, j'ai quand-même compté 6 collègues qui n'ont pas été renouvelées parce qu'elles étaient enceintes ! On leur a dit comme ça, même si c'est illégal. On leur a promis de les reprendre à la fin de leur congé maternité, ça été le cas seulement pour deux d'entre elles. Dans mon service ou ailleurs, des collègues ont déjà fait le choix d'avorter par peur de perdre leur travail. Donc, être précaire ça a des impacts sur tous les aspects de ta vie de femme, même les plus intimes, et ça c'est intolérable.

La pénibilité au quotidien, elle vient d'où ?

La pénibilité, elle est due au fait qu'on fait un travail physique (charges lourdes, ménage...). C'est aussi un travail intense en émotions et en stress : il y a des décès, des urgences vitales, des patientes qui souffrent et hurlent de douleur... On subit une division sociale du travail presque militaire et nous les aides-soignantes on est en bas de l'échelle, on n'est pas respectées, c'est une violence supplémentaire. Mon service n'échappe pas à la logique générale de l'hôpital : augmentation de l'activité, baisse des effectifs et réorganisations permanentes qui n'apportent aucune solution. Enfin, pour couronner le tout, on travaille en horaires décalées, les WE et les nuits.

Comment le travail de nuit impacte votre santé ?

Le travail de nuit ça dérègle toute la vie : le sommeil, l'alimentation, le moral, la vie sociale. Avec mes collègues, quand on « part en nuit » c'est comme partir en mission, on se souhaite bon courage, on sait que ça va être dur et qu'on va déprimer à mort. Au final, je suis certaine que si on ne nous obligeait pas, si on pouvait travailler de jour dans des conditions correctes, si en travaillant de jour on avait assez de temps pour s'occuper de ses enfants, et d'argent pour vivre correctement, plus personne ne serait d'accord pour travailler de nuit.

Pourtant, vous êtes bien obligées de travailler de nuit ?

Dans la santé, le travail de nuit est nécessaire. Ailleurs : dans l'hôtellerie, le nettoyage, la restauration, dans les usines... il n'y a aucune justification. Travailler de nuit, c'est perdre sa vie en travaillant : il faut être clair et le rappeler.

En 2001, une loi est passée autorisant le travail de nuit pour les femmes au nom de l'égalité. En réalité les femmes travaillaient déjà de nuit. Et en réalité, l'égalité entre hommes et femmes au travail, les bourgeois n'en ont rien à faire quand il s'agit d'égalité des salaires, de temps partiels imposés, de métiers sous-payés car dévalorisés...

A VP, nous sommes pour l'interdiction du travail de nuit. Dans les secteurs où on ne peut pas supprimer le travail de nuit, on doit organiser et partager le travail autrement pour que "répondre aux besoins de la société" ne rime pas avec "détruire la santé de certains". Il serait possible de travailler tous, moins et autrement dans ce secteur : limiter le nombre de nuits par travailleuse, avoir plus de récupération après et avant la nuit, trouver un fonctionnement qui ne détruit pas le rythme biologique ni la santé.

Vu ce que tu décris, il est impossible d'avoir un rythme de vie régulier ?

Notre rythme biologique est complètement dégligné. En une semaine on peut commencer très tôt, finir très tard, travailler de nuit. Ça crée des problèmes de sommeil, d'humeur, des problèmes hormonaux ou même de transit pour certaines. Il y a la pénibilité au quotidien mais aussi que toute notre vie est structurée par le travail.

Notre vie sociale, notre vie familiale dépend du planning, et en fait c'est nos cadres qui gèrent notre vie, c'est un véritable moyen de pression et certaines en abusent. On est tributaires du planning et du bon vouloir de notre encadrement quand on a besoin de s'organiser différemment, c'est infantilisant. C'est encore plus compliqué pour les mères de familles, qui doivent en plus gérer les contraintes familiales.

Ton temps libre, tu le passes à quoi ?

Honnêtement, le travail envahit mon corps mais aussi ma tête. Comme notre travail est intense physiquement et aussi en émotions, des fois, quand on a fini, on reste dans un état de stress qui ne redescend pas. Je fais aussi des cauchemars sur mon travail régulièrement. Il y a aussi plein de jours de repos où tu ne fais que te reposer. En fait tu es dans la vraie logique capitaliste : mon temps libre me sert juste à reproduire ma force de travail. Je n'ai pas de vie famille mais je vois la galère de mes collègues qui ont des enfants : leur vie est une discipline permanente. Avec nos horaires décalés on est en décalé avec la famille, les amis... Du coup c'est un effort de maintenir une vie sociale alors que c'est ça dont tu as besoin pour sortir de l'engrenage métro-boulot-dodo. Le militantisme m'aide aussi à sortir la tête de l'eau. Le fait de comprendre la société dans laquelle on est, permet de reprendre le pouvoir sur ma vie, un pouvoir que la division du travail me vole au travail.

Quel est à ton avis la solution pour organiser la résistance ?

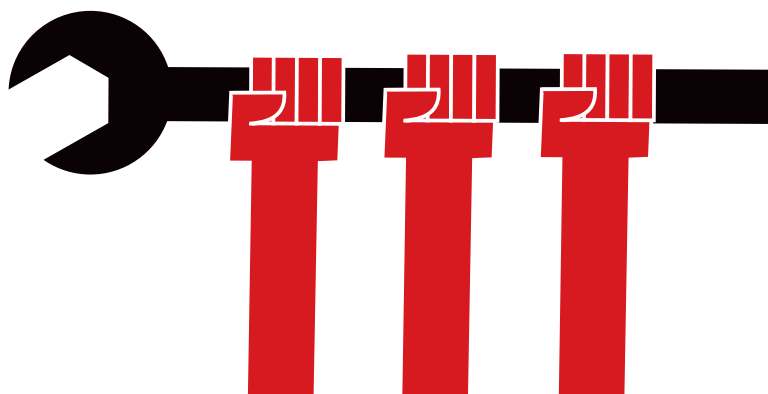
Syndicalement, il y a un certain nombre de revendications immédiates qu'il faut imposer pour les travailleuses de la santé : titularisation des précaires et intégration des sous-traitants, accès de toutes les nationalités à la fonction hospitalière, embauche massive, fin des 12h, réduction du temps de travail, planning à l'année. Ça c'est la base !

Il existe une solidarité réelle entre collègues, même si le fatalisme est bien présent aussi. Des résistances existent partout, il faut les orienter pour mettre nos intérêts en premier lieu. C'est la seule solution réaliste : les petites réformes par ci par là ne changeront pas notre quotidien fait d'exploitation, de mal de dos, de bas salaires et de la gestion de nos familles ...

Tu penses donc que les résistances syndicales sont importantes mais pas suffisantes pour transformer le travail ?

Si on veut en finir avec la précarité et le chômage, en finir avec la pénibilité et la souffrance, c'est au fondement même du travail qu'il faut s'attaquer. Le cœur de notre exploitation, c'est la division du travail capitaliste : la division manuels-intellectuels, mais aussi hommes-femmes et raciale du travail. Il faut s'attaquer à cela, ce n'est pas normal. C'est toute la société qu'il faut transformer. Pour une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression, pour travailler tous, moins et autrement, c'est une révolution qu'il nous faut.

Enfin, je travaille en maternité et je vois chaque jour comment cette société traite les femmes, particulièrement les prolétaires, les précaires et surtout les femmes non-blanches. Au-delà de nos conditions de travail à nous, nous devons nous battre contre les violences obstétricales sexistes, contre le mépris de classe et contre le racisme qui fait que tout le monde n'a pas le droit aux mêmes soins, à la même écoute et la même prise en charge. Dans le secteur de la santé, on est confronté à combien cette société est inhumaine et injuste, jusque dans l'intimité, jusque dans la vie privée des gens. Ça me renforce dans l'idée que ce système capitaliste, nous devons le détruire jusqu'au bout, le combattre pour construire une société où la santé sera au service des besoins du prolétariat.



PARTAGER LE TRAVAIL, C'EST TRAVAILLER AUTREMENT



• Crédit photo : Lutte ouvrière

Le partage du temps de travail est pour nous, communistes, une question de premier ordre car elle touche à la conception même du travail, à sa fonction, aux rapports sociaux de production. Mais de quel partage et de quel temps de travail parlons-nous exactement ? Dès 1830, la revendication de la journée de douze heures a donné lieu à de nombreuses luttes sociales. A cette époque, on travaille entre 15 et 17 heures par jour, y compris les enfants. Aujourd'hui la durée hebdomadaire légale de travail est fixée à 35h. Mais on travaille souvent plus. Sans compter les heures supplémentaires non déclarées, qui rendent difficiles l'identification du temps de travail réel. Depuis la loi Travail de 2016, un accord d'entreprise peut prolonger la durée du travail de 44 à 46 heures !

Les baisses successives du temps de travail qu'on connu les travailleurs sont terminées depuis les années 2000, au moins pour les ouvriers et les employés. Dans certains secteurs comme l'automobile, on assiste même à une augmentation. Les accords de compétitivité signés à PSA en 2016 par tous les syndicats hormis la CGT sont un belle arnaque : à salaire égal, le temps de travail augmente ! A l'usine Smart de Hambach en Moselle, la direction a prétendu consulter le personnel pour un retour aux 39h seulement compensé à moitié, avec un supposé maintien de l'emploi. Alors que le chômage est élevé, beaucoup de travailleurs voient bien qu'il seraient plus juste de partager le travail. Mais les capitalistes ne le voient pas du même œil...

TRAVAILLER MOINS, POUR TRAVAILLER PLUS DUR!

Pour les capitalistes, il n'est pas question de partager réellement le travail. Cela n'est pas leur intérêt. Le capitalisme, de par sa nature même, obéit à une logique qui lui est propre, celle de l'accumulation et de l'accaparement maximal du surtravail des ouvriers. Voilà un raisonnement typique : « Oui mais si on travaille moins, à production égale, il faudra embaucher, la masse salariale s'accroîtra, l'entreprise produira trop cher et coulera ». Du point de vue du patron, cela se comprend. Mais une des premières mesures d'un pouvoir prolétarien serait justement de réduire la part de la plus-value dans la production, c'est à dire la part de valeur que l'ouvrier produit mais qui ne lui revient pas sous forme de salaire mais qui sert à financer les hauts revenus des patrons, tous les emplois parasites créés par le capitalisme (publicité, marketing, etc), les propriétaires, les flics, l'armée, etc. La solution du patron, c'est plutôt de nous faire travailler plus dur. Les réductions du temps de travail à 39h du gouvernement PC-PS sous Mitterrand et des 35h sous Jospin, se sont accompagnées d'une intensification du travail qui a permis à la bourgeoisie d'en rattraper rapidement le coût (un an et demi dans le cas des 35h). Dans les années 2000, certaines industries ont ainsi augmenté les cadences, en augmentant par exemple le nombre de secondes de travail accompli par minute. Une seconde pour les bourgeois mais un coût sans précédent pour la vie, le corps et l'esprit des ouvriers.

Les bourgeois font mine de se diviser sur la question : la droite parlementaire réclame l'abrogation des 35h. La « gauche », elle, plaide pour une application effective des 35h, met en avant les créations d'emploi comme argument de choc. Mais pour nous qui subissons l'exploitation au travail, soyons clair, ce n'est pas là l'essentiel. Tous font mine d'oublier l'intensification du travail comme contrepartie de la baisse du temps de travail. On peut d'ailleurs critiquer l'article paru dans la Cause du communisme n°5 en 1982² parce qu'il présente le « travailler moins » comme une « simple » réduction du temps de travail. L'intensification ne concerne pas que les ouvriers, mais plus largement les prolétaires, les employés et techniciens, qui sont concernés par l'augmentation de la charge de travail et la polyvalence. Il y a d'un côté ceux qui continuent à crever du travail et de l'autre ceux qui crèvent de ne pas en avoir. Et l'exploitation demeure.

MAIS DE QUEL TRAVAIL ON PARLE ?

Les réformistes parlent de diminuer le temps de travail mais accompagnent tranquillement les réformes anti-ouvrières du capitalisme en crise. Tout au plus parlent-ils d'améliorer les conditions de travail, le rendre moins pénible, « l'enrichir »... mais sans remettre en cause

l'exploitation capitaliste, l'aliénation, la division entre travailleurs manuels et intellectuels, avec un tri social effectué de plus en plus tôt par l'éducation nationale; les disparités entre les villes et les campagnes; les rapports de domination homme/femme.

Premier exemple, le travail des femmes. Les femmes sont sujettes à une division inégale des tâches domestiques et consacrent ainsi toujours plus de temps aux tâches domestiques qu'au travail salarié. Par ailleurs, *les contrats à temps partiels sont passés de 8,6% à 19% des salariés en trente ans (1982-2013)*, depuis le début des mesures d'aménagement du temps de travail et concernent désormais plus de 4 millions de salariés – très majoritairement des femmes. Ces dernières affirment à 43% subir cette organisation de travail en temps partiel.

Autre exemple, la flexibilité. Parler de « temps de travail » en général, ça réduit la notion de temps à la seule durée légale, laissant de côté les autres dimensions (horaires, rythme, prévisibilité...). Les ouvriers sont plus concernés que la moyenne par le travail de nuit (14 %) et les horaires alternés (15 %) (chiffres INSEE). On assiste depuis une décennie à la montée des horaires atypiques, c'est-à-dire qui ne correspondent pas à la norme d'emploi à plein temps et en semaine. Les 35h ont introduit l'annualisation du temps de travail, c'est-à-dire la flexibilité pour tous, et une réduction du temps de travail (RTT) pour quelques-uns. Flexibilité, temps partiel, heures supplémentaires... on est tributaire des ordres du patron, sans prise sur sa propre vie. C'est ce que Marx appelait le travail aliéné. Mais pour changer cela, pour « travailler autrement », il faut contester toute la logique du capital!

TRAVAILLER AUTREMENT : UN EXEMPLE

Travailler autrement, c'est déjà limiter le travail de nuit aux missions qui le nécessitent socialement : la santé, les transports, etc. C'est également supprimer le travail à la chaîne, et tous les modes d'organisation du travail proprement inhumains, au sens propre du terme, dans la mesure où ils détruisent non seulement le corps, mais aussi l'intelligence humaine et le cerveau.

Travailler autrement, cela demande d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie, pour s'approprier la distribution du surtravail, le réduire au strict minimum, partager le travail entre tous, supprimer les emplois nuisibles et parasites. C'est tous les rapports de production que nous voulons transformer, produire des valeurs d'usage plutôt que « produire pour produire ». Les ouvriers chinois, du temps de la révolution culturelle, nous ont montré qu'une autre voie est possible : la suppression de la propriété privée du capital, cela n'est pas suffisant pour garantir une réelle transformation des rapports sociaux et de la division du travail. Les mesures prises pendant la révolution culturelle allaient dans le bon sens, de ce point de vue là. Suppression des primes et stimulant

matériels qui favorisent le rendement individuel et les inégalités, participation des ouvriers à la gestion de l'usine et des cadres au travail productif, formation d'ouvriers-techniciens et surtout : groupes de triple union, universités ouvrières à l'usine et groupes d'étude et de réflexion politique sur le temps de travail.

Les groupes de triple union, formés par des ouvriers, des techniciens, des cadres, permettaient un moyen de mettre localement les connaissances ouvrières au service de la transformation du travail. Le but de ces groupes était l'innovation, tant pour l'amélioration des conditions de travail que pour accroître la quantité et perfectionner la qualité de la production.

Les universités ouvrières étaient un moyen pour commencer à réduire à réduire les différences manuels/intellectuels et donner aux ouvriers la possibilité matérielle de s'emparer des questions « intellectuelles » et scientifiques. Un ouvrier intellectuel est la meilleure garantie pour la transformation du travail – dans son usine mais surtout au niveau social. Car il ne s'agit pas seulement de bien connaître « son » usine pour savoir comment transformer l'organisation du travail locale. Il s'agit avant tout de

maîtriser les connaissances intellectuelles qui permettent de repenser tout le processus de production. Cela exige aussi que la classe ouvrière dirige la société, c'est-à-dire que les ouvriers contrôlent et agissent politiquement.

Les groupes d'étude politique : pour réaliser cette dernière condition (le contrôle et l'action consciente de ouvriers) encore faut-il leur donner les moyens d'intervenir politiquement, les moyens de se former. C'est pour cela que ces groupes qui se réunissent en dehors et à l'intérieur du temps de travail avaient pris forme. Les moyens scientifiques existent pour la transformation immédiate des conditions de travail. Les moyens politiques existent aussi, potentiellement, pour transformer le travail de fond en comble. On le voit déjà dans la pratique et les aspirations de la classe ouvrière. A nous de nous appuyer sur ces potentialités pour montrer que cette « utopie » de « travailler tous, moins, autrement » est possible et nécessaire.

.....

1 & 2 Voir l'article « Travailler tous, moins, autrement » page 15 pour plus d'explications.

LA CGT REVENDIQUE LES 32H...

... mais la lutte contre l'exploitation capitaliste disparaît des contenus revendicatifs. Les 35h sont vus comme un droit, un acquis, en ignorant la contrepartie, c'est à dire l'intensification du travail. Alors 32h pour trimer encore plus dur, non merci ! A quand une campagne contre la flexibilité, la précarité, la souffrance au travail ? A quand la lutte contre les heures supplémentaires et les temps partiels, contre le travail de nuit, contre le travail le dimanche ? A quand une vraie campagne de toute la CGT pour le respect du temps de travail et de repos, contre les dérogations ? A quand la prise en compte de notre vraie réalité de prolétaires, au-delà des discours et des rideaux de fumée ?

PARTAGER LE TRAVAIL, TRANSFORMER LE TRAVAIL, CE QU'ILS EN DISENT

• Lutte Ouvrière

« Pour donner un travail utile, il faut faire le compte de tout ce qui manque aujourd'hui en matière de construction de logements, d'écoles, d'hôpitaux, de moyens de transport, de routes, etc. Cela nécessite que les travailleurs et la population exercent un contrôle sur l'organisation de l'économie » (LO, 04/01/2017)

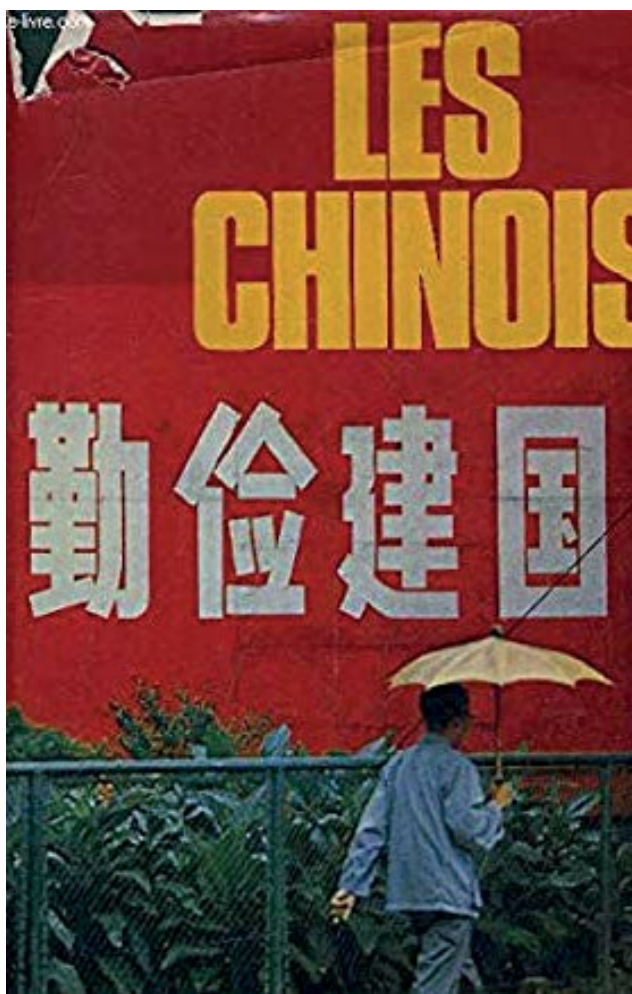
Pour Lutte Ouvrière, le partage du travail pose la question de quel travail est utile à la société. Nous sommes d'accord sur ce point, mais LO ne remet pas en cause la division entre travail manuel et intellectuel, ni l'exploitation. Et ignore que quand le partage est fait par la bourgeoisie, fût-elle « socialiste », ça veut dire un travail plus dur.

• NPA

« Imposer l'interdiction des licenciements, c'est imposer le droit à l'emploi, à la reconnaissance du droit social, c'est enfoncer un coin décisif dans la propriété privée des moyens de production, dans le pouvoir du patronat » (NPA, 05/10/2016)

Contrairement à LO, le NPA ne parle même pas de quel travail il faut partager. Seulement qu'il doit répondre aux « besoins sociaux ». L'ennemi du NPA, c'est la propriété privée des moyens de production. Mais ils oublient que la propriété peut être étatisée (comme en URSS) et que l'exploitation existe toujours. Ce qui importe véritablement, c'est la transformation des rapports réels de production.

DANS UNE USINE CHINOISE EN 1974



Orville Schell est un jeune intellectuel américain de 34 ans en 1974 lorsqu'il passe plusieurs semaines dans une usine de construction électrique de la banlieue de Shanghai. Il ne cache pas ses critiques à Mao et à la « bande des Quatre » (dans la Préface). Mais il parle le chinois couramment... Les pages qui suivent sont extraites de son livre Les Chinois, référencé dans Partisan Magazine n° 5, page 58.

Première journée de travail (p. 172)

L'Atelier II est divisé en six sections et quelque vingt équipes de travail. On y assemble de gros moteurs électriques. Notre équipe – « l'équipe d'assemblage et d'enroulage des bobines » – se compose de trente-deux ouvriers. Quand nous arrivons à l'atelier, les travailleurs sont rassemblés devant un tableau noir où est écrit, en caractères impeccablement tracés : « Accueillez chaleureusement la délégation de la jeunesse américaine en Chine. » Le chef d'équipe donne ses instructions. On a du mal à l'entendre dans le vacarme des machines et du pont roulant qui gronde au-dessus de nos têtes, déplaçant des moteurs de plusieurs tonnes. Il fait froid et l'Atelier II est rempli de courants d'air. Des centaines d'oiseaux entrent par les fenêtres ouvertes et viennent se nicher dans les poutrelles de la charpente du toit.

On me présente à Chang Yuan-kang, avec qui je vais travailler. On l'appelle Maître Chang, titre qui n'indique ni rang ni autorité, mais qui est simplement une marque de référence donnée aux plus anciens ouvriers. Maître Chang paraît avoir entre quarante et cinquante ans. C'est un homme calme et plutôt timide...

Travail quotidien (p. 177)

Une autre journée de travail commence à l'Atelier 11. Après le discours quotidien rappelant les normes de sécurité et de production, on pourrait supposer que tout le monde va se mettre fébrilement à la tâche. Or, le rythme de travail est étonnamment mesuré. Les ouvriers ne paraissent pas, ils ne font pas non plus semblant de s'activer. Mais ils se rassemblent souvent pour bavarder pendant un moment ou bien contemplent simplement le pont roulant, source de diversion sans fin. Le travailleur n'est pas soumis à des pressions angoissantes. Je suis également surpris par l'absence de critiques que les ouvriers pourraient formuler à l'égard de leurs camarades plus lents. La responsabilité de la production semble, dans notre atelier, être partagée collectivement. Pourtant, dans une large mesure, le travail sur chaque pièce reste individuel et diffère, par bien des aspects, du travail à la chaîne. Chaque ouvrier effectue quelque vingt opérations différentes sur son rotor et, quand il est nécessaire de le bouger, utilise le pont roulant. Pour terminer tous les stades de l'opération, il faut une à deux semaines, selon la taille du rotor.

Sur un tableau noir, au milieu de l'atelier, juste derrière les fours à recuit, sont inscrits les noms des trente-deux ouvriers, suivis de la puissance en kilowatts de l'appareil que chacun assemble. Curieusement, la date où le travail a été commencé n'est pas mentionnée. Quand un rotor est finalement passé au four à recuit et envoyé dans une autre équipe, il est identifié comme le produit d'un ouvrier particulier, bien que celui-ci puisse prendre conseil auprès de ses camarades, ou même demander leur aide. C'est le même ouvrier qui effectuera les derniers tests sur l'appareil avant qu'il ne quitte l'usine, de sorte que le produit fini est essentiellement le fruit de son travail. Ainsi, malgré une certaine routine, l'ouvrier ne ressent pas la monotonie du travail à la chaîne. Il règle son propre rythme, et les pauses, courtes ou longues, sont nombreuses pendant la journée. Quand il est en retard sur son programme, il n'est pas rare qu'il vienne travailler à l'atelier pendant ses heures de liberté pour le rattraper. Le « travail volontaire » est pratique courante.

Le déjeuner (p. 185)

Il est onze heures moins le quart. Soudain, le vacarme de l'atelier cesse. Nous enlevons nos gants, replaçons nos outils dans leur boîte et sortons. Dehors, il y a un grand évier en aluminium où nous nous lavons avant d'aller déjeuner. D'autres ouvriers

attendent leur tour, portant leur tasse, leur assiette et leurs baguettes dans un petit filet à provisions. Le temps que nous arrivions, la cantine est déjà bondée. Nous faisons partie du premier des trois roulements, établis à quinze minutes d'intervalle. (...) Les membres de notre petit groupe parviennent à se retrouver et nous nous asseyons ensemble à l'une des longues tables en ciment. (...) On échange quelques plaisanteries sur la quantité de nouilles que peut absorber Hsiao Ti et sur sa relative minceur. Maître Chang ne participe pas à la conversation, concentré qu'il est sur son bol de soupe aux choux.

Les Chinois ne consacrent pas beaucoup de temps aux repas. Ils avalent leur déjeuner comme des hommes d'affaires pressés et crachent avec désinvolture les os et les cartilages sur la table. Il est rare qu'on s'extasie sur la qualité d'un plat ou qu'on se réjouisse à l'avance de ce qu'on va manger. On ne s'attarde pas non plus pour bavarder en fumant. Quand ils ont terminé leur repas, les ouvriers vont rincer leur assiette à l'eau chaude dans l'un des longs éviers en ciment. L'eau se déverse dans une rigole, filtrée par un panier en osier qui permet de récupérer les restes. Ceux-ci seront envoyés plus tard à une commune voisine, pour nourrir les porcs.

Cadres et production (p. 204)

Maître Chang me tire par la manche. « Vous voyez cet homme ? » me dit-il, désignant un homme à lunettes, d'une cinquantaine d'années. Celui-ci enroule un câble autour d'un rotor de plusieurs tonnes, puis fait signe à la femme qui manœuvre le pont roulant qu'elle peut y aller. « C'est un cadre, m'explique Maître Chang. Avant la Révolution culturelle, la plupart de ces gens-là passaient tout leur temps dans leur bureau. Maintenant, vous pouvez aller voir dans les bureaux : il n'y a plus personne. Ils travaillent tous avec nous. »

Hsiao Ti subodore là le début d'une intéressante discussion. Il quitte son banc, le marteau à la main, vient s'appuyer sur la machine qui soutient notre rotor et prend part à la conversation.

— Eh bien, dit-il à Maître Chang, je ne dirais pas que tous les cadres étaient comme ça, mais il y avait ici pas mal de bureaucrates. Ils étaient fiers et prétentieux, et se croyaient supérieurs aux ouvriers.

— Que pensiez-vous de ces cadres, avant la Révolution culturelle ? demandé-je.

— Nous n'en pensions rien, répond Maître Chang. Cela semblait normal. Nous étions persuadés qu'ils travaillaient. Nous nous disions : « Un cadre est un cadre, il ne travaille pas de ses mains. » Quand la Révolution culturelle a commencé, je n'ai pas bien compris au début ce qui se passait. A l'époque, on ne critiquait pas les cadres, vous savez, c'étaient nos supérieurs... Nous n'avions pas l'habitude, en tout cas, de les critiquer aussi ouvertement.

Il nous a fallu du courage, et nous n'étions pas certains de bien faire. Mais le président Mao a dit que chacun devait être responsable de ses camarades. Alors, maintenant, quand nous pensons qu'une personne s'engage dans la mauvaise voie, nous le lui disons : c'est notre devoir. (...) Je lui demande si la plupart des ouvriers osent vraiment le faire.

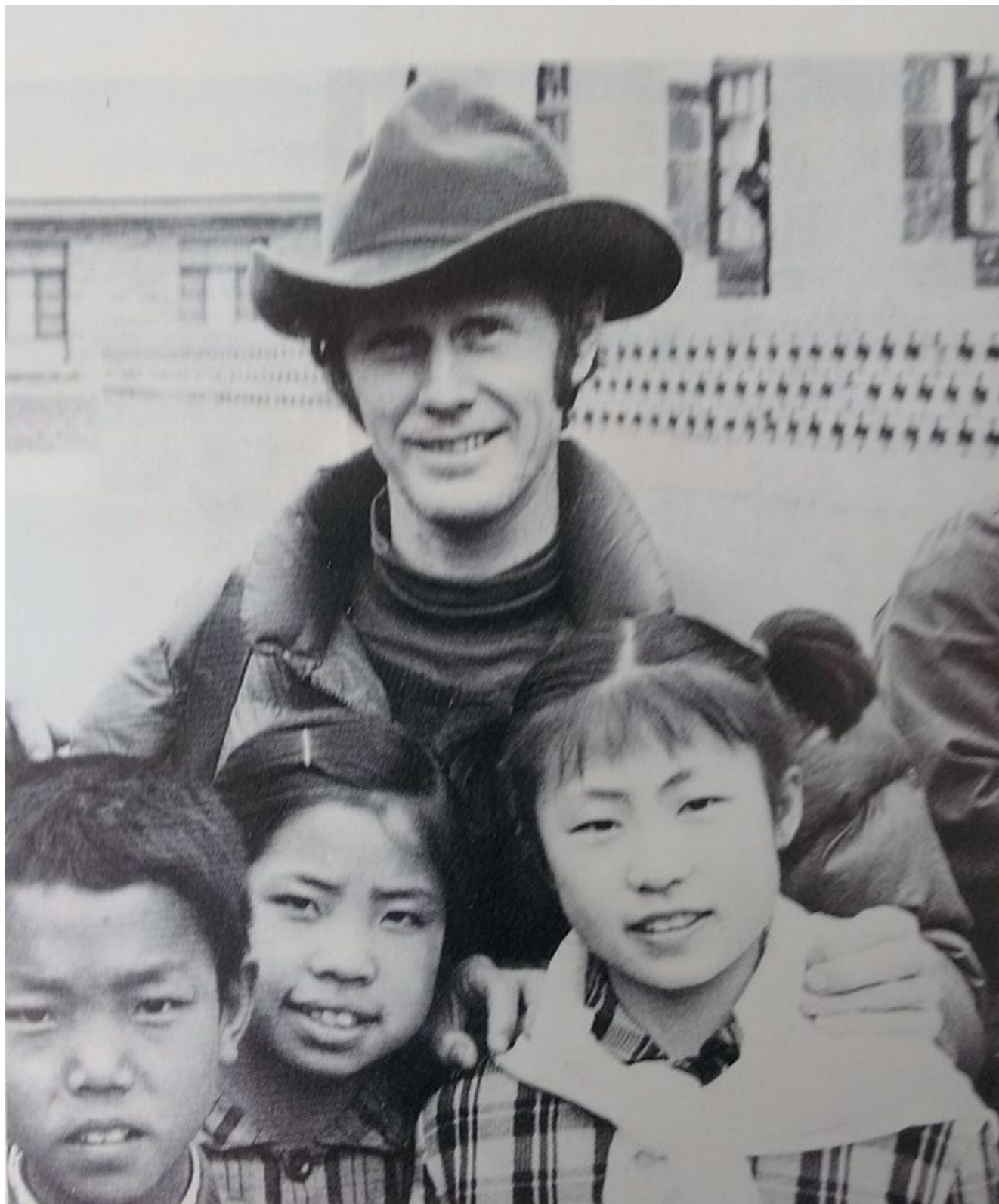
— En général, oui. Particulièrement en groupe. Ou bien nous rédigeons une affiche disant ce que nous pensons.

— Mais c'était surtout pendant la Révolution culturelle, dit naïvement Maître Chang. (...)

Nous parlons depuis bientôt une heure, et le travail de Hsiao Ti n'a guère avancé.

— Eh bien, dis-je en plaisantant, nous n'avons pas fait grand-chose pour augmenter la production, ce matin.

— Nous avons approfondi notre amitié, réplique Hsiao Ti d'un air sévère. L'amitié, c'est un autre genre de production.



DU TEMPS LIBRE, POUR QUOI FAIRE ?





« Plus qu'une heure à tirer », puis « Vivement vendredi », puis « Bientôt les vacances », puis « C'est pour quand la retraite ? » : la vie du travailleur commence là où finit son travail. Mais si vous demandez à quelqu'un ce qu'il fait « dans la vie », il vous répond travail : vendeuse, actuellement au chômage, dans la logistique... Telle est la contradiction du prolétaire, entre travail contraint et temps libre. Mais le temps libre n'est pas si libre que ça...

.....
**Du temps libre
pour consommer...**

• Crédit : 20minutes.fr

LE TEMPS LIBRE N'EST PAS TRÈS LIBRE

Pour le temps de transport, c'est clair. Un accident de trajet est traité – difficilement parfois! – comme un accident de travail. C'est un temps contraint, qui, en un siècle, a augmenté d'une manière spectaculaire. C'est autant à ajouter, ou à soustraire des réductions du temps de travail.

Et le temps libre, c'est d'abord la reconstitution de la force de travail. Manger, dormir, ne rien faire, c'est la maintenance de la machine! Or la dégradation des conditions de travail, le travail en équipe, de nuit, sous surveillance informatique, avec augmentation de la charge et des cadences, etc, n'est pas compensée par une augmentation du temps de repos. Même ce qui semble la vraie liberté personnelle, l'amour, la sexualité, la vie de famille, sont, pour le capitalisme, des nécessités comme production des futures forces de travail; de temps à autre comme production de chair à canon. Ce qui n'empêche pas de discriminer les mères de famille. Car ce sont bien elles, et pas les hommes, qui connaissent encore les doubles journées, et, malgré un certain partage, la charge mentale du ménage, des courses, de l'éducation des enfants.

Le temps libre est donc comme le budget constitué principalement de « dépenses contraintes ». Après s'être fait exploiter par un patron, on se fait arnaquer par toute une série d'autres capitalistes : propriétaires, banquiers, commerçants, fournisseurs d'énergie, secteur du tourisme, etc. Le temps libre est principalement contraint!

LE TEMPS LIBRE EST TOUT DE MÊME UN PETIT PEU LIBRE

Le loisir-détente est lui aussi envahi par la « société de consommation ». L'information et la culture sont pourries par le capitalisme. Comment en sortir?

Marx utilise deux mots pour désigner le contenu du temps libre : « loisir et activité supérieure ». Un, ne rien faire, deux, faire quelque chose qui plat, comprendre le monde qui nous entoure, construire une activité avec d'autres. Pas le temps, et pas l'argent, pour une 3^e journée? Mais alors, c'est un grand besoin de compenser, et une solide motivation... pour militer. Car au-delà de la musique, du sport, de la lecture, des rencontres, le vrai temps libre passe finalement par le collectif, l'association, le syndicat, l'organisation politique. Le seul, le vrai temps activement libre sous le capitalisme, c'est la lutte contre le capitalisme. C'est la seule manière de s'épanouir humainement, et collectivement.

UN POTENTIEL ÉNORME DE TEMPS LIBRE

Voyons le problème largement. L'augmentation de la productivité est un des leviers du Capital, une nécessité de la concurrence. Mais si trois travailleurs sont

remplacés par une machine, le premier pilote la machine, le deuxième la fabrique et l'entretient, et le troisième se dirige vers Pôle Emploi. Le « progrès » fait que les uns se crèvent au boulot pendant que les autres crèvent de ne pas en avoir. Le développement de la forme capitaliste du temps libre, c'est le chômage!

Prenons l'exemple d'un pays dominé, et où la plupart des ouvriers sont des ouvrières, le Bangladesh. La spécialité du pays, le textile, rassemble trois millions de travailleurs. L'horaire hebdomadaire maximum légal est de 48 heures. Mais les heures supp non payées pululent. Résultat : jusqu'à 12 heures de travail par jour, 7 jours sur 7, soit 84 heures¹. Les enfants ne font que... 64 heures². Parallèlement, de 1991 à 2017, en 26 ans, le taux de chômage dans le pays a augmenté de 98%.

« Travailler tous, c'est justement ce dont, aujourd'hui, personne ne parle ». « 20 heures par semaine, c'est immédiatement possible ». « Ce formidable potentiel est un facteur qui n'a jamais existé dans les révolutions précédentes (Russie, Chine) »³. Mais qui veut d'une révolution?

LES RÉFORMISTES VEULENT SEULEMENT AMÉLIORER LE CAPITALISME

En septembre 2015, la confédération CGT annonce une « campagne pour les 32 h ». 3 heures de temps libre en plus, ce ne serait pas négligeable, et c'est en même temps réaliste; avec Martine Aubry, c'était 4. « Carrément gauchiste », tacle notre blog Ouvalacgt (13 septembre 2015). « Sans le début du commencement de possibilité d'y arriver ». D'ailleurs, en fait de campagne, « aucune campagne n'est prévue sur le sujet, et les meetings de rentrée n'en ont soufflé un mot ». Trois ans et demie plus tard, on peut en faire le bilan...

La tendance actuellement est aux heures supp non payées, astreintes de fait par téléphone, modulation du calendrier (H+ et H-), travail le dimanche, serrage de vis pour les chômeurs, auto-entrepreneurs faisant des dépassements d'heures « librement », etc. Le temps libre est attaqué de mille manières, comme le reste.

Ce n'est pas que la revendication d'une réduction du temps de travail soit fausse, au contraire. C'est qu'elle devient de plus en plus utopique en-dehors d'une révolution. Ou d'une menace de révolution. Et il faudrait commencer par faire le bilan du passage aux 35 h grâce à des élections (lois Aubry de 1998 et 2000).

Même les réformistes radicaux, ceux qui ne voient que par la grève générale, posent rarement la question du contenu du temps libre – « pour quoi faire? ». Et ils semblent oublier que tout changement réel passe par un changement de pouvoir politique révolutionnaire, par la destruction de l'Etat bourgeois et la mise en place d'un pouvoir des comités de travailleurs. C'est

.....

...ou pour décider
(soviet de Petrograd en 1917)

la seule perspective réaliste pour que notre lutte actuelle pour « travailler tout, moins, autrement » soit victorieuse, pour qu'elle devienne la politique officielle.

ET UN JOUR, IL N'Y AURA PLUS DE TEMPS LIBRE, NI DE TRAVAIL!

La prise du pouvoir d'Etat permettra la prise du pouvoir sur les connaissances et la production. Le temps de travail diminuera, et l'aliénation également, en nous permettant de reprendre possession de nos outils de travail, de réduire la contradiction entre travail manuel et travail intellectuel. Le temps libre pourra devenir largement un temps de lutte, d'effort et de conquête, bref de libération. Telle était la perspective de Marx : « Le temps libre – qui est à la fois loisir et activité supérieure – aura naturellement transformé son possesseur en sujet différent, et c'est en tant que sujet nouveau qu'il entrera dans le processus de la production immédiate »⁴. Finalement, le loisir sera « activité supérieure », et le travail « libre développement de chacun »⁵. Il n'y aura plus de loisir, et plus de travail non plus! On peut rêver? C'est utopique? Mais c'est la revendication et la lutte sans organisation politique communiste révolutionnaire qui sont utopiques.

.....
1 Rapport de l'Overseas Development Institute, décembre 2016.
2 Nolwenn Weiler, Bastamag, 15 mai 2013.
3 « Crise, technique et temps de travail », Tom Thomas, 1982. Lire également « Partager le travail, c'est changer le travail », 1994. Disponibles sur <http://www.demystification.fr/les-livres-de-tom-thomas-2/>
4 Voir ci-joint conclusion de l'article de la Cause du Communisme n° 5.
5 Le Manifeste, fin du ch. II.

Du temps libre pour l'émancipation des travailleurs

Plate-forme politique de VP
cahier 3, n° 594, extraits

La tendance générale du capital est de s'approprier les hausses de productivité en réduisant les ouvriers au chômage ou au sous-emploi. Notre combat pour le temps libre, pour la réduction massive du temps de travail, consiste en premier lieu en une riposte sur ce terrain. Il s'agit de récupérer à notre profit ce temps libre, dégagé par le renforcement de notre exploitation. C'est, en outre, la seule riposte qui permette de faire l'unité entre travailleurs et chômeurs. (...)
La lutte pour le temps libre, (...) c'est aussi la lutte sur le contenu du temps libre, contre les pseudo loisirs abrutissants; pour l'éducation politique en vue de notre libération; c'est la lutte pour un temps libéré, au travail comme en dehors, l'activité humaine devenant une activité politique globale pour maîtriser notre vie. C'est dans cette perspective que nous avons avancé, il y a quelques années, l'axe général « Travailler tous, travailler moins, travailler autrement ». Il a entraîné quelques ambiguïtés dues au flou du terme « autrement ». Que ce soit l'acceptation de la flexibilité, du temps partiel, de la modulation, etc, ou bien la valorisation des coopératives ouvrières, les SCOP, chacun a pu se retrouver derrière ce terme, y compris les pires réformistes, comme la CFDT ou les alternatifs. (...)
La construction de l'organisation communiste et des organisations de masses [sont les] seuls moyens de vivre « autrement » aujourd'hui.



CE QUE DISAIT NOTRE ENQUÊTE

Nous avons fait une enquête ouvrière en 2010. Pas une simple enquête sociologique, une enquête maoïste, c'est à dire une enquête politique, qui dégage plus que des des résultats statistiques, des leçons politiques. Nous donnons la partie qui parle du « temps libre ».

La question était : **Ton temps « libre » tu le passe à quoi? Qu'est-ce que tu voudrais en faire et que tu ne veux pas? Pourquoi? (fatigue, aliénation, loisirs, partage des tâches ménagères, prise en charge des enfants, réunions militantes...)**

La dominante principale, c'est la **fatigue**, et le besoin de repos. Le sport est souvent pratiqué et souvent cité comme un moyen de décompression, de **s'oxygéner le cerveau** après le stress de la semaine.

C'est souvent le **manque de temps libre** qui est évoqué. Entre la famille, les tâches ménagères, les démarches divers, la paperasse, le temps file trop vite. Faire ce que l'on veut mais il faut du temps ! Une partie du temps libre n'est donc pas du temps libre en fait. Du coup, plusieurs camarades s'interrogent si c'est vraiment du temps « libre », ou du temps de récupération??? Un camarade résume : « le temps libre n'existe pas sous le capitalisme ».

Pourtant le temps libre est largement vu comme **une compensation** de la semaine, un espace de liberté que l'on peut encore contrôler.

La lecture, le temps libre, la formation, le suivi de l'actualité (sur internet par exemple) sont souvent cités, bien sûr reflet des personnes enquêtées qui s'intéressent au monde et qui savent que c'est la seule voie de libération.

Les relations sociales sont importantes, en particulier avec les amis, dans les foyers, les quartiers ou plus largement. Les enquêtés ne sont pas tout seuls dans leur trou...

D'ailleurs une grande partie des enquêtés.es passent **une part de leur temps libre à militer**, dans des collectifs, associations, syndicats, etc. C'est exigeant de vouloir changer le monde, mais il n'y a pas d'autres moyens que de donner de son temps... Quelque part, c'est parce que nous avons enquêté des camarades qui sont déjà actifs.ves.

Beaucoup aimeraient voyager, voir d'autres pays, d'autres cultures, il y a une curiosité, une ouverture au monde , mais ils ne peuvent pas, faute de moyens financiers. Cette questions des moyens revient aussi souvent, par rapport à toutes les activités.

Les camarades immigrés enquêtés (ils sont africains, surtout des maliens) sont fortement impliqués dans la vie associative d'associations de villages.

#TravailDeBonneFemme

Les militantes de Femmes en Lutte 93 ont lancé une « Enquête sur le travail des femmes exploitées, des quartiers populaires ».

L'enquête est en 5 parties :

- Accès et conditions de travail
- Santé, pénibilité, souffrances
- Rapports aux chefs, collègues, usagers
 - Impact sur la vie personnelle
 - Comment tu résistes?

Un meeting en juin rendra compte du contenu des réponses.

Inscrivez-vous sur la newsletter du blog.
Répondez à l'enquête.

femmesenlutte93.over-blog.com

« Ni capitalisme, ni patriarcat! »



LIRE & REGARDER

LA COMÉDIE HUMAINE DU TRAVAIL

Danièle Linhart,
Ed. ERES, 2015, 19 €.



Le sous-titre, *De la déshumanisation taylorienne à la sur-humanisation managériale*, indique l'objet de l'étude : la ou les politiques actuelles en matière de « ressources humaines ».

« Le management moderne semble aux antipodes » du taylorisme, résume la 4e de couverture. « Il clame sa volonté de reconnaître la dimension humaine des salariés, mise sur leur subjectivité, leur personnalité et tend à « psychologiser » les rapports de travail. Pourtant Danièle Linhart soutient que la logique est la même : ...la domination et le contrôle exercés par les dirigeants. » Dans la première partie, on côtoie des cadres supérieurs, des DRH, des experts (les plus éminents étant des officiers de l'armée !), au sein de séminaires ou au cours d'enquêtes au titre du CNRS. La deuxième partie démontre combien Taylor et Ford étaient modernes et actuels. La troisième décrit les politiques managériales à l'oeuvre aujourd'hui, les dégâts causés chez les travailleurs, et les possibilités de résistance quotidienne. L'auteur rappelle la nécessité pour le patronat de tenir compte du mouvement de mai-juin 1968 ; le piège que furent les lois Auroux de 1982 ; quelle est la première cause de la souffrance au travail : « l'effacement des collectifs de travailleurs ». Elle nous fait rencontrer les ouvriers d'usines, des jeunes ingénieurs, les employés de Mac Do, une agente de crèche, des travailleuses de Pôle Emploi, ceux d'un hôpital... Partout la même politique, la même déstabilisation et le même désarroi.

« Les syndicats sont souvent piégés par cette logique qui substitue l'humain au professionnel » (page 146). Surtout si leur parti politique proclame « L'humain d'abord », pourrait-on ajouter ! Un espoir tout de même : « Le juridique semble actuellement l'instance la mieux armée pour attaquer ce modèle managérial » (ibid.).

On peut regretter l'absence de différenciation systématique entre catégories de travailleurs. Pourtant, des méthodes telles que celles, énumérées page 109, destinées à diviser (horaires variables, augmentations individuelles, polyvalence, entretiens annuels) sont passées des bureaux aux ateliers, et non l'inverse. On peut regretter aussi la légèreté de l'évocation du contexte (mondialisation, chômage massif) qui a succédé à celui des Trente Glorieuses et qui n'est pas sans lien avec la dégradation du rapport des forces. Seul l'impact de l'informatisation est mentionnée à l'occasion de telle ou telle situation. Mais peut-être ne serait-ce plus alors de la sociologie ?

Quelle est donc la logique de cette nouvelle politique patronale qui progresse depuis les années 1980 ? Lisez Danièle Linhart !

Julien Brygo, Olivier Cyran.



Pas un jour sans que vous entendiez quelqu'un soupiner : je fais un boulot de merde. Pas un jour peut-être sans que vous le pensiez vous-même. Ces boulots-là sont partout, dans nos emplois abrutissants ou dépourvus de sens, dans notre servitude et notre isolement, dans nos fiches de paie squelettiques et nos fins de mois embourbées. Ils se propagent à l'ensemble du monde du travail, nourris par la dégradation des métiers socialement utiles comme par la survalorisation des professions parasites ou néfastes. Comment définir le boulot de merde à l'heure de la prolifération des contrats précaires, des tâches serviles au service des plus riches et des techniques managériales d'essorage de la main-d'œuvre ? Pourquoi l'expression paraît-elle appropriée pour désigner la corvée de l'agent de nettoyage ou du livreur de naans au fromage, mais pas celle du conseiller fiscal ou du haut fonctionnaire attelé au démantèlement du code du travail ? Pour tenter de répondre à ces questions, deux journalistes eux-mêmes précaires ont mené l'enquête pendant plusieurs années. Du cireur de chaussures au gestionnaire de patrimoine, du distributeur de prospectus au « personal shopper » qui accompagne des clientes dans leurs emplettes de luxe, de l'infirmière asphyxiée par le « Lean management » au journaliste boursier qui récite les cours du CAC 40, les rencontres et les situations qu'ils rapportent de leur exploration dessinent un territoire ravagé, en proie à une violence sociale féroce, qui paraît s'enfoncer chaque jour un peu plus dans sa propre absurdité. Jusqu'à quand? (publié dans Et voilà » de Solidaires)

TRAVAILLEURS DÉTACHÉS, TRAVAILLEURS SUREXPLOITÉS

À lire : *Le quotidien intenable des routiers, nouveaux forçats de l'industrie automobile européenne* (sur le site Bastamag), issu d'une enquête du collectif de journalistes Investigate Europe.

À visionner : *Cash Investigation. Salariés à prix cassés : le grand scandale.*

Il y a plus de 500 000 travailleurs détachés en France, surtout des prolétaires. Employés par des sociétés d'un autre pays de l'Union européenne pour un travail réalisé majoritairement ou en totalité en France, ils doivent en théorie bénéficier des mêmes conditions de travail et de salaire. Ce n'est quasiment jamais le cas.

La situation des routiers est particulièrement frappante. Majoritairement polonais, roumains, ils gagnent en moyenne 608 euros bruts par mois contre 2478 pour un français. Et c'est encore moins pour un turc ou un biélorusse. Ils peuvent parcourir plus de 2000 km par jour, vivent dans des conditions de chiens. Les donneurs d'ordre comme Renault, PSA, les sociétés de transports comme Géodis (groupe SNCF) sont les grands gagnants. C'est une façon de tirer les salaires et les conditions de travail vers le bas, pour accompagner la restructuration dans le secteur des transports. Car avec une division internationale du travail poussée à l'extrême, il faut de plus en plus de camions sur les routes pour acheminer les pièces entre les usines, ou livrer le client final. D'où l'importance de s'assurer une main d'œuvre sous-payée, parce qu'elle est là à toutes les étapes de la création de la valeur.

Avec l'accord des bourgeoisies des pays de l'Est qui y trouvent leur compte, ce système a de l'avenir. Côté français, le sujet est instrumentalisé par la gauche réformiste et chauvine pour diviser les ouvriers. On se souvient des relents racistes contre les « plombiers polonais » en 2005. Une façon de jouer sur les peurs des artisans et des petits patrons, de construire la figure du travailleur étranger qui vient nous piquer notre boulot. Alors que le système adopté en 2006 par la « Directive Services » de la Commission européenne concerne surtout la main-d'œuvre des multinationales du bâtiment, des transports, de la construction navale. Le travail détaché est indissociable de la sous-traitance.

Embauchés, intérimaires, travailleurs détachés, nous sommes tous dans la galère. Mais pour avancer vers l'unité de notre classe, ceux qui ont plus doivent faire un pas vers ceux qui ont moins, comme ce délégué CGT de Renault Flins qui milite pour les conditions de travail des routiers qui livrent son usine.





Travail

ORIGINE DU MOT

L'étymologie du mot travail est de celles qu'on n'oublie pas. Le mot vient du latin « tripalium ». Formé de « tri », trois, et « palus », pieu, il désigne un instrument de torture. Au XVI^e siècle, le « travail » était aussi une machine à ferrer les chevaux. Marx, dans le *Capital*¹, associe le mot torture au travail : « L'accumulation de richesse à un pôle signifie en même temps à l'autre pôle accumulation de misère, de torture à la tâche... ». Ceux qui souffrent de TMS – troubles musculo-squelettiques – ou de harcèlement ne trouveront peut-être pas cette filiation historique exagérée.

SIGNIFICATION

C'est la division en classes qui a fait du travail un esclavage, une servitude, une corvée, une contrainte. A l'origine, « il est la condition fondamentale première de toute vie humaine... : le travail a créé l'homme lui-même »². « Les hommes commencent à se distinguer des animaux dès qu'ils commencent à produire leurs moyens d'existence »³. Puis viennent les inégalités. « La division du travail ne devient effectivement division du travail qu'à partir du moment où s'opère une division du travail matériel et intellectuel »⁴. Pour l'ouvrier, « le travail n'est pas une partie de sa vie, il est plutôt un sacrifice de sa vie », même si « la vie commence pour lui où cesse l'activité, à table, à l'auberge, au lit »⁵. Une des premières mesures de la dictature du prolétariat sera : « Travail obligatoire pour tous »⁶, car le socialisme est d'abord suppression des rentiers et autres exploités et parasites capitalistes. Ce travail pour tous est, conformément aux lois de la contradiction, la seule voie qui mène au travail (contraint) pour personne ! « La révolution communiste... supprime le travail et abolit la domination de toutes les classes »⁷, y compris la domination de la classe ouvrière. « Le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital »⁸. Une passion, une réalisation de soi, un service, une aventure partagée !

LES MOTS QUI SERVENT À CAMOUFLER

Les réformistes font grand cas du « partage », présentent « le socialisme comme tournant essentiellement autour de la répartition ». Or celle-ci « n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production »⁸. Ils escamotent donc la question du travail, des conditions de travail, celle de la dictature dans l'entreprise capitaliste. Et si, tout de même, la question ne peut être évitée, ils oublient ou minimisent toujours la différence entre travail manuel et travail intellectuel.

POUR EN SAVOIR PLUS

- (1) *Le Capital*, ch. XXIII.
- (2) *Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme*, Friedrich Engels ; *Oeuvres choisies*, tome 3, page 66.
- (3, 4, 7) *L'Idéologie allemande*, ch. 1er ; OC, tome 1, page 14, 29, 37.
- (5) *Travail salarié et capital*, Marx ; OC, tome 1, pages 159, 160.
- (6) *Le Manifeste*, fin du chapitre 2.
- (8) *Critique du programme de Gotha*, Ed. Sociales, page 32-33.



À lire tous les mois



UN BULLETIN AU CŒUR DES COMBATS OUVRIERS ET POPULAIRES

À télécharger sur ocml-vp.org ou à recevoir par e-mail en s'inscrivant sur notre site à notre newsletter

Toujours disponibles

Les précédents numéros de *Partisan Magazine* sont toujours disponibles! Vous pouvez encore les commander à notre boîte postale en nous joignant un chèque à l'ordre de VP Partisan à l'adresse suivante :
OCML Voie Proletarienne
BP 133
93213 Saint Denis la plaine cedex



4€
FRAIS D'ENVOI INCLUS

À commander

2€



Brochure des résolutions du 9^e Congrès de l'OCML Voie Proletarienne (été 2014). L'occasion de (re)découvrir ce que nous pensons et défendons et tout ça en quelques pages!



Nos autocollants, à commander à contact@ocml-vp.org pour redécorer les murs de ton quartier et/ou de ta ville! Le prix varie selon la quantité!

Les librairies où trouver Partisan Magazine

Oh! Trois cèpes
Orlane Lautard
04240 Annot

Librairie Terre des Livres
86 rue de Marseille
69007 Lyon

Espace El Doggo
22, rue de la Loi
87000 Limoges

Librairie Transit
45 Bd de la Libération
13001 Marseille

Librairie Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
75005 Paris

Librairie Folies d'Encre
14, place du Caquet
93200 Saint-Denis

Librairie Terra Nova
18 Rue Léon Gambetta
31000 Toulouse

Librairie La Brèche
27, rue Taine
75012 Paris

Librairie Envie de Lire
16, rue Gabriel Péri
94200 Ivry-sur-Seine

Librairie Vent d'Ouest
5 place du Bon Pasteur
44016 Nantes BP 31626

Librairie Le Rideau Rouge
42, rue de Torcy
75018 Paris

Librairie Aurora
Avenue Jean Volders 34
1060 Saint-Gille - Belgique

Librairie La charrue
28 rue de Couéré
44110 Chateaubriant

Page et Plume
4, place de la Motte
87000 Limoges

Maison Norman Béthune
1918, rue Frontenac
Montréal - Canada

Librairie Les Nuits Bleues
21, rue Maillé
49100 Angers

Undersounds
6, rue de Gorre
87000 Limoges

Librairie Le Gai Savoir
79, avenue Farhat Hached
Place Barcelone
Tunis - Tunisie

Abonnements

**S'ABONNER DEUX ANS
À PARTISAN MAGAZINE**

Sous pli ouvert : 15 Euros
Sous pli fermé : 23 Euros

**DEUX ANS
"SPÉCIAL DIFFUSION"**

2 magazines
sous pli ouvert : 21 Euros
sous pli fermé : 34 Euros

3 magazines
sous pli ouvert : 27 Euros
sous pli fermé : 45 Euros

**LECTEURS
FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER**

30 \$ CDN (Canada)
30 FS (Suisse)



**Flashez pour
vous abonner
en ligne!**

**Paiements par chèque à l'ordre de :
VP-PARTISAN
BP N° 133
93213 Saint Denis la plaine cedex
CCP : N°23 743 83 G Paris**

**Identifiant international de compte (IBAN)
FR30 - 2004 - 1000 - 0123 - 7438 - 3602 - 084**

**Identifiant International
de l'établissement (BIC)
PSSTFRPPPAR**



SUIVRE NOS ACTIVITÉS SUR NOTRE SITE INTERNET

www.ocml-vp.org

ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :  /OCMLVP  @OCMLVP



**DE LA RÉSISTANCE
À LA RÉVOLUTION**



REJOINS

**L'OCML-VOIE
PROLÉTARIENNE**



ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE

ocml-vp.org ★ contact@ocml-vp.org ★ facebook.com/OCMLVP

BP 133 • 93213 Saint Denis la plaine cedex

PARTISAN

MAGAZINE

- 1** ÉDITORIAL
- 2** CINQ QUESTIONS SUR L'EUROPE
- 6** GILETS JAUNES : NOTRE GRAND DÉBAT À NOUS
- 12** DOSSIER. TRAVAILLER TOUS, MOINS, AUTREMENT
- 14** *Travailler tous, moins, autrement*
- 21** *Il y a 100 ans, la loi des 8 heures*
- 25** *Le travail dans la santé détruit*
- 28** *Partager le travail, c'est travailler autrement*
- 31** *Dans une usine chinoise en 1974*
- 34** *Du temps libre pour quoi faire?*
- 38** *Ce que disait notre enquête*
- 39** LIRE & REGARDER
- 41** LE MARXISME C'EST PAS SORCIER : TRAVAIL

ABONNEZ-VOUS !

PARTISAN MAGAZINE est la nouvelle publication de l'OCML Voie Proletarienne. Son objectif? Donner des outils de comprehension politique et theorique pour toutes les personnes qui luttent au quotidien contre ce systeme qui broie nos vies et ne nous offre aucun avenir autre que la misere et la guerre.

Le meilleur moyen de nous soutenir et de soutenir ce magazine est de vous abonner.

— Plus d'infos page 43 —

Partisan Magazine n°14 sortira à l'automne 2019